

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

Érasme

Pensée catholique et confusion esthétique

En quelques lignes...

La politique extérieure du III^e Reich

Marguerite d'Autriche

La mort de Marguerite d'Autriche

La réforme de l'enseignement moyen et la classe de philosophie

Alphonse ROERSCH

Alexandre CINGRIA

* * *

Max BEER

Henri PIRENNE

Ghislaine de BOOM

Marcel DE CORTE

Les idées et les faits : Chronique des idées : « Une Jeanne d'Arc italienne : Mathilde, comtesse de Brley », Mgr J. Schyrgens.

La Semaine

Point lumineux dans un ciel bien noir, Lourdes nous porte à espérer quand même et malgré tout. Toute prière exaucée est un miracle, aimait à répéter le plus remarquable des professeurs que nous eûmes à l'Université, en ce sens qu'une prière exaucée obtient ce qui ne se serait pas produit sans elle. Il ne faudra rien de moins qu'un miracle pour détourner de l'Europe le fléau d'une nouvelle guerre car, humainement parlant, les agissements prussiens y mènent tout droit. Ce miracle, le Pape a engagé les fidèles à l'implorer. Et il n'est pas défendu de souligner que c'est en terre française — la terre la plus menacée... — que le Vicaire du Christ a voulu solennellement clôturer, par son Légat, le Jubilé de la Rédemption. C'est dans un coin privilégié de cette France que Pie XI a fait prier pour la paix, comme jamais peut-être on n'avait encore prié pour elle... Puissent les émouvantes et consolantes journées de Lourdes faire violence au Ciel et obtenir de l'infinie miséricorde du Dieu de toute bonté, qui s'incarna, souffrit et mourut pour la Rédemption des hommes, cette paix dont le monde a la nostalgie et qui se trouve plus compromise que jamais... La prière est toute-puissante, celle surtout, toujours renouvelée, que Jésus-Christ offre à Son Père dans le Saint-Sacrifice de la messe, celle aussi qu'en union avec Lui et par Lui — *per Dominum nostrum Jesum-Christum*... — l'Église ne cesse d'adresser à « Notre Père qui êtes aux cieux ». Que les ferventes supplications, les prières ardentes montées, ces jours-ci, de tous les points de la catholicité, vers le Dieu qui sonde les cœurs et les reins, fassent que soient confondues les nations qui veulent la guerre...

* * *

Dans l'impressionnant discours par lequel S. Em. le cardinal Pacelli clôtura le triduum de Lourdes, le Légat du Saint-Père dénonça les deux plus grands ennemis actuels de la Croix rédemptrice : les partisans de la révolution sociale et les possédés de la superstition de la race et du sang. Et à l'instant même où, au nom du Pape, le Cardinal secrétaire d'État du Saint-Siège proclamait solennellement qu'à aucun prix l'Église ne consentira à pactiser avec eux, à Berlin, devant 25,000 néo-païens, des apôtres de l'antichristianisme affirmaient, non moins solennellement, qu'il fallait arracher l'Allemagne à l'influence déformatrice de la Croix pour la rendre à ses origines germaniques et païennes. Manifestation qui n'est pas pour nous déplaire, d'ailleurs, non plus que les épisodes d'un conflit religieux que nous souhaitons vivement voir se généraliser et s'aggraver. Seule, en effet, une résistance vigoureuse à la propagande païenne d'un hitlérisme antichrétien nous paraît encore capable d'empêcher la chute de l'Allemagne dans la barbarie...

ter dans l'action catholique, quitte à s'en remettre peut-être un peu trop, « pour tout le reste », à la Providence de Dieu. Et il ajoutait : « serait-ce un vœu? »...

Si nous revenons constamment sur le danger prussien, c'est qu'il est, en ce moment, à la base de tous nos maux; c'est que, trop longtemps, d'excellents esprits se sont trompés à son sujet; c'est enfin que toute notre activité est « informée » par lui, dépendante de lui, soumise à sa réalité... Toute notre vie nationale, l'avenir de la Patrie, sont commandés par ce qui se passe et par ce qui se passera outre-Rhin. Voilà des années et des années que nous le répétons ici, sans nous lasser, mais non sans lasser certains lecteurs. On voudra bien reconnaître pourtant que les faits — *the bare facts*... — ne nous donnent que trop raison, Et voilà que les événements se précipitent. La course à l'abîme se précise, s'accroît... Que nous sommes loin de l'in vraisemblable : « Quand je vais en Allemagne je ne vois de soldats nulle part; en France, je vois du bleu horizon partout! », pour ne rappeler que cette aberration caractéristique! En ce mois de mai 1935, qui oserait taxer d'exagération celui qui affirme qu'humainement parlant, la guerre arrive; qu'elle « est pour demain », comme l'annonçait déjà Ludwig Bauer en 1931? Que Berlin la prépare fébrilement, crève les yeux. Que l'Allemagne entière, non seulement s'y entraîne, mais est déjà en pleine mobilisation, tout ne le démontre-t-il pas? Mobilisation matérielle (les usines marchent à plein rendement, les stocks s'accumulent, matériel de guerre et approvisionnements de toutes sortes) et mobilisation morale (potentiel de guerre, bourrage de crâne intensif, exaltation folle de tout un peuple).

Il faut d'ailleurs reconnaître que Berlin aurait tort de se gêner! Que les dernières péripéties sont donc suggestives à cet égard! L'Allemagne proclame cyniquement qu'elle réarme. Elle rétablit le service obligatoire. A sir John Simon, le Fuehrer révèle que l'aviation allemande est déjà supérieure à l'aviation britannique. La France proteste. A Genève, à l'unanimité, on blâme Berlin et on décide : « de charger un comité de proposer des dispositions qui rendront le pacte de la S. D. N. plus efficace dans l'organisation de la sécurité collective et de préciser en particulier les mesures économiques et financières qui pourraient être appliquées dans le cas où DÉSORMAIS un Etat membre ou non de la S. D. N. mettrait la paix en danger en répudiant unilatéralement les obligations internationales ».

L'Allemagne réagit instantanément en refusant à la S. D. N. toute compétence en la matière, ce qui, comme l'écrit avec son habitude et désarmante candeur, M. Paul Struye, « est d'ailleurs, à n'en pas douter, un non sens »! Tu parles! Ah! ces juristes! Et M. Struye d'ajouter, une nouvelle fois — après s'être demandé si l'Allemagne va faire un nouvel éclat — : « Il est cependant permis d'espérer (comment donc!) que le Fuehrer-chancelier évitera de commettre cette faute suprême et qu'il refusera de couper tous les ponts ». Cela paraissait le 27 avril et le lendemain le Reich annon-

Alors, c'est toutes les semaines que vous nous parlerez du danger allemand, nous disait récemment un ami qui se dépense sans comp-

çait qu'il mettait sur chantier douze sous-marins, violant ainsi, à nouveau, le Traité de paix! Le surlendemain on apprenait que six sous-marins sont achevés et prêts à participer aux manœuvres navales. Sans doute M. Struye estimera-t-il, pour la $x + i$ ème fois, que les ponts ne sont pas coupés et que cet éclat, s'il est une faute insigne n'est pas la faute suprême, etc., Mais laissons ces puérités qui ne seraient qu'amusantes, si les innombrables lecteurs du principal journal catholique belge n'étaient pas égarés aussi dangereusement en une matière d'une telle gravité. Que vont faire la France et l'Angleterre? Le *désormais* que nous avons souligné dans le texte genevois se trouve réalisé bien avant que le comité institué ait pu faire quoi que ce soit. Par le réarmement terrestre de l'Allemagne, la Grande-Bretagne n'était menacée qu'indirectement, mais elle l'était, encore qu'elle mit longtemps à s'en rendre compte. L'avion et le sous-marin la menacent directement. Déjà M. MacDonald n'a pas craint d'accuser ouvertement l'Allemagne d'empêcher que s'établisse une paix durable. Il revient de loin, le Premier ministre britannique! Il ne reste plus qu'à souhaiter une réaction anglaise rapide et énergique. Nous sommes les premiers intéressés à ce que la Grande-Bretagne soit assez forte pour faire hésiter la Prusse. Mais le temps presse. Il presse pour plusieurs raisons. D'abord parce que la mobilisation allemande est déjà formidable et qu'il faut à tout prix éviter que l'effort anglais ne se concrétise qu'après... un coup de surprise prussien. Il presse aussi parce qu'il paraît certain que la France est à la veille de troubles intérieurs — troubles bienfaisants et sauveurs, hâtons-nous de le dire — mais qui pourraient constituer pour une Prusse prête, ou quasi prête, une tentation de profiter de l'occasion offerte... Une Grande Bretagne décidée à intervenir de suite, et en état de le faire, empêchera peut-être la Prusse de succomber à la tentation...

Mussolini, qui se révèle décidément le grand génie politique de son époque, un « tournant » de l'histoire, Mussolini a raison de parler de paix latine et de dire que « l'horizon pourrait s'éclaircir s'il y avait en Europe la paix véritable des forts... ». L'Italie est forte, moralement et matériellement; l'Angleterre l'est moralement, mais doit renforcer sa force matérielle; la France l'est matériellement, du moins nous voulons l'espérer, mais moralement...

* * *

Toutefois, l'heure approche, semble-t-il, — et puisse-t-elle sonner en temps utile encore... — d'une renaissance française essentielle à l'avenir de notre vieux monde. Quoi de plus significatif, à cet égard, que l'interview accordé au *Journal* par M. André Tardieu :

— *Le pouvoir? a déclaré l'ancien président du Conseil. Est-il seulement possible de l'exercer? J'ai beaucoup réfléchi. Je suis arrivé à cette conclusion que le régime, tel qu'il fonctionne dans les conditions du Parlement actuel, est à la fois néfaste et imperfectible.*

Croyez-moi : néfaste et imperfectible. Je le dis parce que c'est vrai. Si demain donc les hasards de la politique portaient à la tête du gouvernement l'un de mes amis, fût-ce le plus cher, et si cet ami m'offrait de collaborer dans les conditions actuelles, je refuserais parce que j'ai conscience que ce concours serait vain.

Rien à faire tant que le pays ne comprendra pas. Et il ne comprendra que le jour où une minorité agissante aura réussi à lui ouvrir les yeux. Voilà l'effort urgent.

Déclaration qui marque une date, elle aussi, quand on se rappelle que l'expérience Doumergue, sa tentative de réformer le régime, était inspirée par M. Tardieu. *Régime néfaste et imperfectible!* C'est bien la première fois que ce dernier mot est prononcé par un homme d'État ayant été longtemps ministre et chef du gou-

vernement. *Régime néfaste et imperfectible* : que les monarchistes français fassent donc afficher en caractères géants ces trois mots de M. Tardieu sur tous les murs de France! Déjà l'indifférence est générale, là-bas, à l'égard de la démocratie politique et du régime parlementaire. Que la « minorité agissante », dont parle M. Tardieu, y aille énergiquement pour transformer cette désaffection universelle en hostilité résolue, en volonté de réforme. En Italie et en Allemagne ce sont aussi des minorités agissantes qui ont fait la révolution. Il en ira de même en France. Seront-ce les Croix de feu qui sauveront le pays? Ces admirables troupes de patriotes ardents, prêts à mourir pour que vive la France? Le certain, c'est que la « révolution est à droite », comme l'a dit notre collaborateur et ami M. Robert Poulet, et que cette révolution de droite, qui déjà couve partout, peut se cristalliser demain... Mais il est temps, grand temps, car la Prusse est là, décidée à courir sa chance dès que s'offrira l'occasion...

On a rappelé, fort opportunément, l'autre jour, le rapport officiel et secret du 19 mars 1913, émanant des bureaux où Ludendorff préparait alors la guerre. Citons :

On prépare l'opinion à un renforcement nouveau de l'armée active, qui assurerait à l'Allemagne une paix honorable, et la possibilité de garantir comme il convient son influence dans les affaires du monde. Ni les ridicules criailles de revanche des chauvins français, ni les grincements de dents des Anglais, ni les gestes désordonnés des Slaves ne nous détourneront de notre but, qui est de fortifier et d'étendre le Deutschtum dans le monde entier. Les Français peuvent s'armer tant qu'ils voudront. Ils ne peuvent, du jour au lendemain, augmenter leur population. L'emploi d'une armée noire sur les théâtres d'opérations européennes restera pour longtemps un rêve, du reste dépourvu de beauté.

Il faut faire pénétrer dans le peuple l'idée que nos armements ne sont qu'une réponse aux armements et à la politique française. Il faut l'habituer à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon et éviter les crises qui pourraient nuire à notre vie économique. Il faut mener les affaires de telle façon que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une situation politique tendue, un déchaînement soit considéré comme une délivrance, parce qu'après lui viendront des décades de paix et de prospérité comme après 1870.

Ne l'oubliez pas, ce texte est de 1913!

* * *

Ah! que Ludwig Bauer — « un certain Bauer... » — avait donc raison en 1931 :

L'Allemagne peut, à tout instant, obtenir le désarmement et l'égalité, pourvu qu'au lieu de les réclamer, elle prenne les devants.

Imaginons que l'Allemagne déclare qu'elle donne le bon exemple, qu'elle n'a ni armée ni flotte, qu'elle invite le monde à se convaincre qu'il n'y a nulle part, chez elle, d'armements secrets, qu'elle donnera une prime à tous ceux qui découvriront des dépôts d'armes et des préparatifs belliqueux. Quelle en sera la conséquence? Peut-on concevoir, dans ces conditions, que la France et la Pologne continuent à transformer leurs frontières en forteresses, s'arment jusqu'aux dents, fassent peser sur leurs populations une charge fiscale écrasante, rien que pour se protéger contre une attaque allemande?

Cela s'écrivait en 1931... Au lieu de cela, l'Allemagne prussifiée

s'est armée malgré le Traité et a dénoncé l'armement des Alliés comme maintenu en violation du Traité! Et il s'est trouvé des « juristes », même chez nous, pour trouver que l'accusation était fondée!!

* * *

Et malgré tout on entend — faisant écho à l'imbécile réflexion d'un Briand en juillet 1914 : « Ils ne sont pas idiots les Allemands. Ils ne feront pas la guerre » — d'incurables esprits-faux prétendre que l'Allemagne ne fera pas la guerre, qu'elle n'a pas d'argent, etc. D'autres, jeunes idéalistes prenant leurs rêves pour la réalité, ou « révolutionnaires » catholiques prenant leur bas pour leurs souliers, parlent de société internationale à laquelle doivent être subordonnées les sociétés nationales, d'anticapitalisme, d'objection de conscience, etc., etc. Or, s'il y a, en ce moment, de graves problèmes économiques et sociaux, tous sont secondaires. La question primordiale restant de savoir ce que fera l'Allemagne demain.

Attaquera-t-elle cette année? Comme le dit M. Wladimir d'Ormesson, le « clan des fous », dans l'entourage immédiat du Fuehrer, est pour la guerre brusquée immédiate. La surprise qui terrorise et permet une victoire rapide.

A côté du « parti des fous » — continue M. d'Ormesson — il y a le parti des « techniciens ». Il gravite aussi autour du Fuehrer, mais il est plus indépendant et beaucoup plus expérimenté. Il est surtout constitué par les dirigeants de la « Reichswehr ». Les « techniciens » préparent également la guerre et la considèrent, eux aussi, comme la solution inévitable et rationnelle des difficultés allemandes. Seulement ils se séparent des « fous » en ceci qu'à leurs yeux l'Allemagne n'est pas prête. Sans doute pourrait-elle frapper un grand coup aérien. Et après? Le tout n'est pas d'incendier quelques villes. Il faut conquérir le territoire. Car les « techniciens » ne croient pas à l'effet de surprise sans lendemain. Ils savent que le premier coup porté déclenchera une lutte longue, sans merci. Pour en sortir vainqueurs, ils estiment qu'il leur faut encore du temps (au moins un an, de manière à entraîner les « classes » qui n'ont pas servi, mettre au point la liaison entre les armes, augmenter le matériel lourd et perfectionner les procédés qui permettront à l'Allemagne de vivre en vase clos.

Un troisième parti, celui des potentats de l'économie, est hostile à la guerre.

Un quatrième courant est celui des masses.

Les masses prises dans leur ensemble. Plus que jamais la fièvre nationale-socialiste brûle leurs veines. Le « réarmement », la « conscription » ont exalté leurs instincts militaires. Elles frémissent de volupté devant ce branle-bas, mais elles ne sont pas belliqueuses. Elles craignent la guerre plus qu'elles ne la désirent. Dans le grand film sur le Fuehrer que l'on représente outre-Rhin, à côté du spectacle de la mobilisation des forces hitlériennes à Nuremberg — que la foule acclame en délire — l'un des passages les plus applaudis est aussi celui où l'on entend Hitler proclamer : « Je veux la grandeur de l'Allemagne dans la paix ». Seulement voilà. Les masses ne comptent pas en Allemagne. Ce qu'elles pensent de la guerre ou de la paix n'a pas la moindre importance. Intoxiquée par une propagande tendancieuse, convaincue qu'elle est entourée d'un monde d'ennemis qui l'humilient, la foule allemande — si pacifique qu'elle puisse être — se lèvera demain d'un seul bond si ses dirigeants le lui ordonnent...

Qui l'emportera de ces quatre courants? Les fous, les techniciens, les économistes ou les masses? La question relève du marc de café.

Avec M. d'Ormesson nous croyons que, devant le front anglo-

franco-italien, les « techniciens » ont, en ce moment, l'avantage sur les « fous ». Mais à la condition que le front soit solide et fort...

Sous le titre : « Qui entretient cette Campagne? », *Sept*, l'hebdomadaire des Pères Dominicains français, écrit :

Comment la guerre devient-elle possible? Par suite d'une surexcitation des esprits créant peu à peu une atmosphère de névrose collective.

Hélas! nombreux sont les signes qui indiquent que nous vivons cette période « préparatoire ». Cette semaine, par exemple, les journaux n'ont cessé de nous entretenir du nouveau canon allemand aux cylindres rotatifs qui envoie mille projectiles à la minute; de la fusée stratosphérique chargée de germes épidémiques, du rayon Z qui pulvérise les avions, etc...

En même temps, la presse d'outre-Rhin publie des révélations sensationnelles sur la « férocité des troupes noires », sur les « forces destructives de l'aviation française », sur le « complot militaire Paris-Moscov-Prague ».

La panique traverse l'océan et, de Washington, on nous annonce qu'un nouveau canon à tir rapide sera mis au point prochainement, ainsi qu'un modèle perfectionné d'avion de bombardement armé de mitrailleuses lourdes, un tank ultra-rapide, un fusil électrique (?), etc...

Ainsi la vague de panique, de méfiance et de haine enfle irrésistiblement jusqu'au jour...

Toujours la même équivoque! Est-il vraiment raisonnable de prétendre que les excitations guerrières de l'Allemagne hitlérienne sont le moins du monde comparables à ce que *Sept* appelle « la surexcitation des esprits » en France par exemple? Mettons les choses au pire. Supposons que tous les journaux français exagèrent, chaque matin, le danger allemand et finissent par créer une véritable terreur, une « névrose collective » chez le Français moyen. Une guerre en serait-elle rendue plus menaçante et plus probable si cette névrose était sans fondement et si l'Allemagne était pacifique? Évidemment non!... La panique, la méfiance, la haine, créées et entretenues en France — supposons-le un instant — ne feraient de tort qu'à la France, dans le cas d'une Prusse qui ne serait pas belliqueuse.

Sept se trompe grandement. La France ne croit pas assez à l'agression allemande. La préparation française est insuffisante. L'État français impuissant. La volonté française émoussée. L'esprit national français, le dynamisme français sont trop faibles...

Ce qui domine le problème, et ce que *Sept* n'a malheureusement pas contribué à établir, ce qui seul, le montre sous son vrai jour, c'est que la France est menacée et que l'Allemagne ne l'est pas du tout, par rien ni par personne. Alors, impossible de parler *ex aequo* des excitations de la presse française(?) et des excitations de la presse allemande. Impossible de condamner également ceux qui disent aux Français que la Prusse va attaquer et ceux qui disent aux Allemands que la France les menace. Les premiers peuvent être maladroits, exagérer, se tromper sur tel détail : dans le fond, ils disent vrai. Les seconds mentent et savent qu'ils mentent...

Après avoir corrigé les épreuves de ce qui précède, nous avons lu l'éditorial du dernier numéro de la *Vie intellectuelle*. Nous y avons trouvé ceci :

Le monde, lugubrement, gronde de bruits de guerre; de quelque côté que l'on regarde l'horizon, on voit la paix menacée : c'est le réarmement allemand, c'est Klaïpeda ou Danzig ou Vienne, c'est la fébrilité italienne, l'équivoque polonaise, l'énigme soviétique, et

(Voir suite page 26).

ERASME⁽¹⁾

Érasme de Rotterdam est un personnage sur lequel on a beaucoup écrit. Beaucoup de bonnes choses, certes. Mais à propos duquel on a fait aussi beaucoup de phrases et de littérature.

Mon intention est de vous dire aujourd'hui tout à fait simplement ce qu'il a été, ce qu'il a voulu, et en quoi il fut très grand.

Tout d'abord, pour nous rafraîchir la mémoire, quelques détails biographiques.

Érasme est né à Rotterdam en 1466. Sa venue au monde fut précédée d'incidents romanesques. Voici comment il les racontait lui-même, en altérant toutefois quelque peu la vérité.

Un jeune homme de Gouda, en Hollande, nommé Geert ou Gérard, avait séduit une jeune fille — la fille d'un médecin — à qui il avait promis le mariage. Quand il voulut tenir parole, ses parents s'y opposèrent furieusement. Un jour, après une scène particulièrement violente, Geert quitta la maison paternelle. Il s'en fut à Rome, où il vécut en copiant des manuscrits.

On lui fit savoir alors que sa fiancée était morte. Il le crut et, de chagrin, il se fit prêtre et il le demeura. Mais, en réalité, la jeune femme vivait encore. Elle était devenue mère, en 1466, d'un fils qui reçut au baptême le nom d'Érasme. Un nom qu'il devait singulièrement honorer.

L'enfant perdit ses parents de bonne heure. A un âge encore tendre, il fut confié à des tuteurs peu scrupuleux qui, de leur propre autorité, le destinèrent à l'Église.

Érasme entra au couvent de Steyn, près de Gouda, et y prit l'habit de chanoine régulier de l'ordre de Saint-Augustin. Il y étudia les classiques et les Pères. Il fut ordonné prêtre en 1492. L'année suivante, il quitta le monastère pour ne plus y revenir. Il partit pour Cambrai, où l'évêque Henri de Berghes — un très grand seigneur — l'avait choisi comme son secrétaire.

Dès lors, commença pour notre humaniste une existence véritablement errante.

Il ne se fixe définitivement nulle part. Il ne réside jamais quatre années de suite au même endroit. Il ne cesse de voyager, de se déplacer, passant successivement des Pays-Bas, en France, en Angleterre, en Italie; pour revenir ensuite en Belgique, en Angleterre, en Alsace, en Allemagne, en Suisse enfin, à Bâle, où la mort l'étendit au tombeau en 1536, à l'âge de soixante-dix ans.

Il n'a aucune position stable, comme nous dirions aujourd'hui. Il vit de préceptorats, de leçons particulières, de besognes de librairie, de prébendes et de bénéfices, et aussi des cadeaux, des rentes et des pensions que lui font de grands personnages et plusieurs têtes couronnées.

Au début de sa carrière, il était pauvre, sans famille, sans appui, sans ressources. Et voici qu'à un moment donné, à chacun des livres qu'il produit, sa réputation grandit merveilleusement.

Partout où cet homme paraît, il laisse une trace profonde. Car c'est un charmeur autant qu'un érudit : ce réformateur de l'Église n'a rien d'austère; ce philosophe n'a rien d'un pédant. Il est partout « le Désiré, l'Aimé » : « *Desiderius Erasmus* ».

(1) Conférence prononcée à Rome, à l'Institut historique belge, le 15 avril 1935.

En Angleterre, en 1499, il a une conversation de quelques instants avec le jeune prince royal et celui qui deviendra le roi Henri VIII lui voue, dès lors, une indéfectible amitié.

Adrien VI et Clément VII l'appellent auprès d'eux. Paul III lui offre le chapeau de cardinal.

Charles-Quint lui confère le titre de conseiller d'État. François I^{er} rêve de le faire venir à Paris.

Mais Érasme déclina cette offre flatteuse, tout comme il avait résisté aux sollicitations de Marguerite d'Autriche, des rois d'Angleterre et de Pologne, des ducs de Saxe et de Bavière, et de neuf cardinaux et évêques, parmi lesquels notre Érarad de la Marck, prince-évêque de Liège.

Le sentiment public correspondait à ces consécration officielles

« Qui es-tu? », lui disait un jour, tout émerveillé par sa conversation, un personnage qui ne l'avait jamais vu et qui ignorait à qui il avait affaire. « Qui es-tu, ou bien tu es Érasme, ou tu es le diable? »

Et comme l'enchantement était réciproque, Érasme de répondre : « Et toi, tu es Morus, ou tu n'es personne! »

C'était, en effet, Thomas Morus, qui devint par la suite l'ami de cœur, le fidèle compagnon d'étude et de pensée d'Érasme. Et c'était Érasme qu'il nous faut maintenant définir et caractériser de plus près.

* * *

A qui demanderait ce que fut Érasme de Rotterdam, on pourrait répondre très exactement ceci :

« Érasme fut le plus illustre des humanistes du Nord. »

Reprenons les termes de cette formule qui, vous le voyez, dans ce mouvement général que fut le mouvement humaniste, distingue un humanisme du Nord. Ce qui implique qu'il existe un humanisme du Sud, et donne à supposer que le premier fut différent du second.

Mais, avant tout, qu'est-ce que l'humanisme?

L'humanisme, c'est l'ensemble des études scientifiques et littéraires qui ont eu pour l'objet l'antiquité classique et c'est le mouvement d'idées qui en a résulté.

C'est l'étude des « lettres d'humanité », des *litterae humaniores*, ainsi appelées parce qu'elles ont cette vertu de nous rendre plus hommes, plus humains, de nous rendre meilleurs, plus polis et plus civilisés et de développer en nous, jusqu'à plein et complet épanouissement, toutes les plus belles qualités humaines.

Ainsi donc, vous le voyez tout de suite, ces études n'ont pas en elles-mêmes leur propre but, leur propre fin. On n'apprend pas uniquement le latin pour savoir le latin et le grec pour savoir le grec. En lisant les œuvres de la littérature classique, on poursuit un but supérieur.

*Hic tibi purus inest sermo, brevis atque latinus
Hic tibi vivendi sunt documenta simul.*

Mais voici que l'humanisme du Nord, qui comprend au premier chef l'humanisme belge, se sépare de l'humanisme du Sud.

Au XVI^e siècle, l'humanisme du Sud a, avant tout, des préoccupations esthétiques, artistiques et littéraires. Il a, avant tout, le culte de la forme et de la beauté.

L'humanisme du Nord a des préoccupations éthiques, morales et religieuses. Ses tendances sont surtout d'ordre pratique.

Et tout d'abord, c'est un humanisme chrétien.

Pour Érasme, il ne suffit pas seulement de former des hommes et qui sachent et qui pensent, il faut aussi former des hommes et qui croient et qui prient.

Pour Érasme, les *bonnes lettres* constituent la synthèse des *lettres sacrées* et des *lettres d'humanité*. Celles-ci doivent rejoindre celles-là. La religion conduit à la science et la science conduit à la foi, à la véritable religion. Des abus se sont fait jour dans la Maison du Christ. On s'est détourné de la véritable religion; on y reviendra, par le chemin des lettres, en remontant aux sources vives du christianisme, en étudiant dans un texte épuré l'Écriture sainte et les Pères de l'Église, trop souvent, pour ne pas dire complètement, négligés.

Notre humanisme est un humanisme chrétien et il restera toujours marqué de ce caractère,

L'humanisme païen ou plus ou moins teinté de paganisme — *bonae litterae quas scis hactenus apud Italos fere paganas fuisse*, écrit Érasme en 1526 — n'existe pas chez nous. Et plus tard, quand la scission religieuse se sera produite, les protestants pas plus que les catholiques ne concevront l'éducation sans la religion, ni l'existence sans les pratiques religieuses.

D'autre part, alors que l'humanisme du Sud se laisse de plus en plus envahir par le culte de la forme, l'humanisme du Nord se préoccupera surtout de la solidité du fond.

Dans son *Ciceronianus*, Érasme se gausse des puristes qui passent leur temps à s'approprier le style de Cicéron, qui consacrent une nuit entière à ciseler, à polir, à limer une seule phrase. Encore cette phrase devra-t-elle être soigneusement revue et corrigée les jours suivants.

Dans son traité *De duplici copia rerum et verborum*, le grand homme montre que, si les mots ont leur valeur, ce qui importe avant tout, c'est l'abondance des choses et que, quelque élégante qu'elle soit, une phrase qui ne veut rien dire sera toujours une phrase creuse.

Nos humanistes ont été fidèles à cet enseignement. A la paille des mots, ils ont préféré le grain des choses. Ils sont avides de connaissances réelles et sûres et ils ont pour l'humanisme d'autres ambitions encore que d'en faire uniquement une discipline philologique et morale.

Ils rêvent d'en faire une discipline scientifique. Dans leur esprit, les méthodes nouvelles qu'ils ont instaurées doivent permettre d'accéder à toutes les sciences, leur servir en quelque sorte de support et les renouveler.

Telle est la conception que se font des *studia humanitatis* les humanistes du Nord, les humanistes de nos provinces.

Cette conception, Érasme ne l'a, d'ailleurs, pas inventée; il a eu, lui-même, des maîtres et des devanciers. Mais il l'a faite sienne, il l'a défendue. Par son activité et par son génie, il l'a répandue, il l'a fait adopter aux Pays-Bas, en France, en Angleterre, en Suisse, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne, en Espagne; en un mot, dans la plus grande partie de l'Europe.

Voilà ce qu'Érasme a fait, voilà quel fut son message. Voyons-le maintenant à l'œuvre et voyons comment il l'a réalisé.

* * *

Comment s'y est-il pris?

Par ses exhortations, par ses exemples, par ses écrits. Il a écrit,

beaucoup écrit. Ecrire fut le geste essentiel de toute son existence. Ses œuvres personnelles forment la substance de dix gros volumes, grand in-folio, d'une impression très serrée. Quant aux auteurs et aux textes qu'il édita, ils remplissent un nombre d'in-folio beaucoup plus imposant encore : à lui seul, Jérôme Froben, de Bâle, en imprima plus d'une trentaine.

J'ajoute que la plupart de ses œuvres eurent un tel succès qu'on en fit un grand nombre d'éditions et de réimpressions : cent cinquante éditions du *Manuel du chevalier chrétien*; trois cents éditions du *Nouveau Testament*; trois cents des *Adages*; trois cents de l'*Eloge de la Folie*. Et près de six cents des *Colloques*!

Portée sur les ailes du latin, la langue universelle, la pensée d'Érasme a fait le tour du monde. Un savant professeur à l'Université d'Alger, M. Marcel Bataillon, a tout récemment publié un fort curieux travail sur *Érasme au Mexique* (XVI^e siècle).

* * *

Les œuvres philologiques d'Érasme sont très nombreuses. Il publia, préfaça et commenta de nombreux auteurs de l'antiquité et presque tous les Pères de l'Église. Ces éditions étaient très remarquables pour l'époque à laquelle elles parurent. Mais la plus célèbre des œuvres scientifiques d'Érasme, la plus originale et aussi la plus audacieuse, ce fut l'édition qu'il donna du texte grec du *Nouveau Testament*. Première édition imprimée qui fut distribuée en Europe : ceci, c'est l'œuvre capitale de toute son existence.

Avant Érasme, toute l'interprétation et toute l'exégèse de la Bible avaient été faites, non pas sur les textes grec ou hébreu des Livres saints, mais sur la Vulgate, c'est-à-dire sur la version latine qu'en avait donnée saint Jérôme à la fin du IV^e siècle et au début du V^e.

Érasme entreprit de publier et de commenter le texte grec du *Nouveau Testament*, d'après la science exacte du dogme, et aussi d'après les saines méthodes de la philologie, c'est-à-dire en s'inspirant surtout de la comparaison des manuscrits, son étude dût-elle contredire parfois la tradition consacrée.

Il écrivait, d'ailleurs, veuillez le remarquer, avant le Concile de Trente et ses formules rigoureuses et précises.

Ce qui lui donna l'idée de faire ce travail, ce fut la découverte qu'il fit en 1504, à l'abbaye du Parc-lez-Louvain, d'un manuscrit des *Annotationes* de Lorenzo Valla sur le *Nouveau Testament*.

*Multa quoque Erasmo debetur ingenioso
Multaque Parcensi gratia coenobio.*

Il se mit résolument à l'œuvre, et tant pour la première édition de son *Novum Instrumentum* que pour les éditions subséquentes, il examina un certain nombre de *codices*, dont plusieurs lui furent fournis par la Belgique : manuscrits du Parc, de Corsendonck près Turnhout, de Malines, de Gand, et de Bruges, lesquels maintenant se trouvent à l'Escorial, à Rome, à Cambridge et à Berlin.

Certes, ce n'étaient là que quelques manuscrits de valeur médiocre. Nous en connaissons deux mille et de beaucoup meilleurs, aujourd'hui. De plus, le travail d'Érasme portait des traces de précipitation.

Qu'importe! Il avait assez fait pour son époque. D'un seul bond, du premier coup, il avait porté l'étude de l'Écriture sainte sur un plan supérieur.

« Il avait formulé, en termes décisifs, écrit M. A. Renaudet, les règles sur lesquelles se fonde la critique moderne du texte biblique; et par là, malgré d'évidentes imperfections, la première édition du *Nouveau Testament* demeure un des livres qui comptent dans l'histoire de l'esprit humain. »

Le *Nouveau-Testament* parut à Bâle en 1516 et fut dédié au pape Léon X qui l'accueillit avec faveur.

Le *Commentaire* (ou *Paraphrase*) vit le jour de 1517 à 1524. Celui des quatre *Evangelies* était offert aux quatre plus grands princes de la chrétienté. C'étaient : Charles, Ferdinand, François et Henri.

L'effet produit fut immense.

De certaine école théologique, l'auteur ne recueillit que des éloges, et des éloges sans restriction. Dans son enthousiasme, John Colet, le très érudit doyen de Saint-Paul à Londres, écrivit ces paroles prophétiques : « *Nomen Erasmi nunquam peribit.* (Le nom d'Érasme ne périra jamais). »

Mais d'autres théologiens s'alarmèrent et, chez nous, beaucoup de religieux et beaucoup de professeurs de la Faculté de Louvain.

Avec de pareilles méthodes, avec ces aspects nouveaux que prenait la science, n'allait-on pas infirmer la tradition, ruiner l'autorité de la Vulgate, compromettre la constitution même de l'Église et, en fin de compte, saper la foi catholique ?

La postérité a répondu négativement à ces différentes questions ; elle a victorieusement tranché le débat à l'avantage du champion de l'humanisme chrétien.

* * *

Il est un autre ouvrage où l'érudition philologique d'Érasme coule de source et se déverse et se répand largement.

Cet ouvrage est intitulé *Adagia*, (les *Adages*), et c'est le fruit d'une lecture immense, et notez-le bien, de la lecture d'innombrables textes grecs et latins, qui, à cette époque, n'avaient pas encore été tous publiés dans des éditions correctes, de format portatif et de maniement commode.

A proprement parler, les *Adages* constituent un répertoire d'environ quatre mille proverbes, locutions proverbiales, bons mots, sentences et paroles célèbres de l'antiquité.

Le tout, accompagné de commentaires et de développements assez longs qui indiquaient ce qu'il y a de profondément humain, ce qu'il y a d'éternel et de toujours actuel dans ces vestiges de la pensée antique ; et qui montraient aussi l'application qu'on peut en faire, dans tous les temps et dans toutes les circonstances données, aux besoins du moment.

Homo bulla, a dit Varron. Belle occasion de développer le thème de la brièveté de la vie.

Indicus elephantus culicem haud curat : ceci nous enseigne le mépris que toute âme noble et fortement trempée fera des injures du vulgaire.

Dulce bellum inexpertis. Expertus metuit. Thème des horreurs de la guerre. Et Érasme de préconiser la paix et le désarmement entre les princes chrétiens et d'assigner au pape Léon X le rôle d'arbitre entre les nations.

Cette fois encore, le succès fut considérable.

L'ouvrage eut une très grande diffusion et une prodigieuse influence. On l'a appelé « l'Arsenal de Minerve » ; et, en effet, les auteurs qui suivront y puiseront à pleines mains, lorsqu'au cours de leur exposé, ils voudront reposer l'esprit du lecteur par quelque trait agréable ou frapper son imagination par un fait rare, pittoresque et inattendu.

Et c'est ainsi que quantité d'auteurs français — tels Rabelais, saint François de Sales, Bossuet — et bien des auteurs anglais, italiens, espagnols et allemands des XVI^e et XVII^e siècles nous apparaissent imprégnés, fécondés, nourris de la lecture des *Adages* d'Érasme.

Il y a, dans Rabelais, des passages entiers, telle l'histoire des Silènes d'Alcibiade qui figure à la première ligne de la première page du *Gargantua*, qui sont la traduction pure et simple de tel ou tel de ces *Proverbes* et de leur commentaire.

Rabelais, du reste, reconnaît lui-même loyalement tout ce qu'il

doit à Érasme, dans une lettre fameuse qu'il lui adressa, le 30 novembre 1532 :

« Oui, tout ce que je suis, tout ce que je vauz, c'est de vous seul que je le tiens, et si je ne le crie bien haut, que je sois le plus ingrat des hommes présents ou futurs. Salut, salut encore, père chéri, joie et honneur de la patrie, génie tutélaire des lettres, invincible champion de la vérité. »

Soit dit en passant, voici une conséquence assez curieuse des emprunts que l'auteur de *Gargantua* et de *Pantagruel* a faits à notre humaniste.

C'est qu'il a fait passer dans la langue française une série de locutions qu'il a trouvées dans les *Adages* et qu'il n'a pu trouver que là. De sorte que, dans notre langage courant, elles constituent comme autant de survivances de l'œuvre d'Érasme.

« Nettoyer les écuries d'Augias, renvoyer aux calendes grecques, une terreur panique, une voix de stentor, deux termes diamétralement opposés » sont des locutions qu'Érasme donnait comme des formules de style empruntées aux anciens, mais qui étaient, au fond, chez les anciens d'un emploi très rare.

C'est Rabclais qui, le premier, les a introduites dans la langue française et qui les a vulgarisées, tout comme le mot « catastrophe » qu'il a également trouvé dans les *Adages* d'Érasme.

En faut-il plus pour établir le succès et l'influence de ce fameux livre et la persistance, la pérennité de cette influence ?

* * *

En écrivant ses *Colloquia*, ses *Colloques*, qui sont autant de petites scènes dialoguées, Érasme n'avait eu tout d'abord en vue que de fournir aux étudiants des modèles de parfaite latinité, que de les approvisionner de formules de style dont ils pussent à l'occasion faire leur profit.

Il y avait là des conseils de piété, des préceptes de civilité puérole et honnête. Comment un bon petit garçon doit écrire une lettre ; comment il doit saluer ses parents, ses frères et sœurs, son précepteur et les personnes âgées ; comment il doit aller se coucher et s'endormir, ni sur le dos, ni sur le ventre, ni sur le côté gauche, mais sur le côté droit, en tenant les bras croisés sur la poitrine.

Petit à petit, le nombre des dialogues s'accrut. Ils prirent un caractère plus sérieux et plus général. Érasme s'adressa au grand public. Il entreprit de faire l'éducation morale, religieuse, politique, sociale et intellectuelle de ses contemporains. Avec une entière franchise et une grande indépendance, il traita les sujets les plus divers et les plus inattendus : le service militaire, les vocations religieuses et les pèlerinages ; les nouveaux impôts et la vie chère ; l'éducation des jeunes filles, la décence des toilettes, les devoirs du mariage, les unions mal assorties, les femmes qui se plaignent de leur mari... Que sais-je encore ?

Autant de questions débattues par Érasme avec beaucoup de verve, de malice et d'esprit, et de subtilité aussi.

Il a sa manière qui est bien à lui. Pour vous en donner une idée, si le temps ne m'était mesuré, je voudrais vous lire tout au moins quelques fragments du colloque intitulé : le Prétendant et la Jeune Fille.

Vous y verriez en scène la belle Marie et son ami Pamphile. Ce pauvre jeune homme est bien malheureux. Une beauté cruelle lui a ravi son cœur, son esprit et son âme. Le voici réduit à l'état de squelette ambulante. Un squelette fort bavard et ergoteur, d'ailleurs, et à qui la belle Marie, qui a, comme on dit, la langue fort bien pendue, donne la réplique de la façon la plus fine et la plus spirituelle. Comme dialogue, c'est exquis. Tout en rappelant les jeux-partis du moyen âge, cela annonce déjà les débats sentimentaux de la comédie moliéresque, et, par moment, c'est incroyablement moderne.

Petit à petit, la conversation prend un tour plus personnel, plus intime et plus direct; et finalement le jeune homme fait, en bonne et due forme, une déclaration à la jeune fille et la demande en mariage. La belle Marie ne dit pas non et, comme Pamphile sollicite un baiser, elle lui répond tout simplement : « Je vais vous donner un conseil qui vaudra beaucoup mieux. Parlez d'abord à vos parents et, s'ils sont d'accord, qu'ils s'entendent avec les miens. Conduisez-bien votre ambassade; et moi, de mon côté, je vais prier Dieu pour qu'elle ait, pour nous deux, les plus heureux effets. »

Notez-le bien. Il y a ici autre chose que fantaisies, badinage et « moqueries joyeuses ». Il y a une morale à tirer de tout ceci et Érasme prend soin de la dégager lui-même dans la préface de ses *Colloques* : « Il y a des sots, écrit-il, qui critiquent le Colloque du Prétendant et de la Jeune Fille. Ils ne remarquent pas le grand nombre de réflexions philosophiques et morales semées tout au long de ces plaisanteries : qu'on ne doit pas conclure un mariage précipitamment; qu'il ne faut pas s'attacher au physique, mais plus encore au moral; que le mariage est indissoluble; qu'on ne doit pas le contracter sans l'aveu des parents. N'est-il pas à propos que les jeunes gens sachent tout cela? Et ceux qui prétendent que cette lecture est nuisible, leur font expliquer Plaute! Le beau discernement. »

Vous le voyez, Érasme est un moraliste. Il moralise tout en apprenant le latin ou sous couleur d'apprendre le latin à la jeunesse. Il a l'humanisme agissant. Il est rempli de bonnes intentions et d'excellentes idées. Et ces idées, il les sème, il les répand, il les prodigue, il les jette à pleines mains, non seulement dans ses *Colloques*, mais aussi dans ses *Adages*, dans les milliers de lettres qui nous restent de lui, et, d'une façon générale, dans ses écrits, tous ses écrits, y compris son *Nouveau Testament*.

Un véritable besoin le possède de faire part au lecteur de ses sentiments, de ses désirs, de ses aspirations.

Il faut qu'il nous dise ce qu'il pense, ce qu'il sent, ce qu'il veut, comme aussi ce qu'il condamne, ce qu'il réprovoque, ce qu'il déteste.

C'est ce qui fit autrefois, pour une grande part, le succès prodigieux de ses écrits, c'est ce qui leur donne encore tant de charme aujourd'hui.

Nous y retrouvons Érasme et son époque; l'un et l'autre tout à fait intéressants. Le brillant écrivain a fixé, pour nous, pour toujours et d'une manière frappante, un des aspects; un des moments de l'éternelle humanité.

* * *

C'est tout cela que nous retrouvons aussi dans l'*Eloge de la folie*, un pamphlet très libre, très mordant, et qui est trop connu pour que je m'y arrête longuement ici.

Érasme l'écrivit en se jouant et le dédia à son ami Thomas Morus. Il le composa tout en chevauchant sur les routes qui mènent d'Italie en Belgique; il le jeta sur le papier en Angleterre et le fit imprimer à Paris.

Vous en connaissez le sujet : L'auteur y fait parler la Folie. La Folie monte en chaire. On s'attendrait à ce qu'elle débite des sottises. Et voici que cette personne extravagante et déraisonnable raisonne, ma foi! fort bien.

Elle fait, avec une verve étincelante, éblouissante, étourdissante, la critique et le procès non pas de telle ou telle personne déterminées, ou de telle ou telle profession ou situation sociale déterminées, mais bien de toutes les erreurs, de toutes les faiblesses, de tous les abus et de toutes les sottises qui se sont fait jour, de ce temps-là, dans tous les rangs de la société.

Et le fait est qu'Érasme n'avait qu'à moissonner. Car, conclusion :

*Tous les hommes sont fous et qui n'en veut pas voir
Doit rester dans sa chambre et casser son miroir.*

Seulement, toucher ainsi à tout, s'attacher et s'attaquer à tout, fût-ce avec beaucoup de sens et d'originalité et — circonstance aggravante — avec infiniment d'esprit, c'est toujours extrêmement dangereux et audacieux.

Ce l'était bien plus encore à une époque de fermentation politique et sociale, et bientôt de controverses religieuses, violentes et passionnées.

Érasme ne fut pas long à s'en apercevoir. Et finalement il eut contre lui une bonne partie de l'Europe. Et ce n'étaient pas seulement ces fous qu'il avait raillés avec tant d'entrain, c'était l'armée de ceux dont il avait bousculé les idées, dénoncé les erreurs, contrarié les habitudes et desservi les intérêts.

Ils s'appelaient « légion ».

C'étaient des philosophes et des théologiens qui ne lui pardonnaient pas d'avoir diminué au profit de la philologie l'importance de la théologie et de la philosophie, c'est-à-dire de leur propre domaine.

C'étaient certains ordres religieux et surtout les moines mendiants, dont il avait critiqué le genre de vie et les pratiques de dévotion où la lettre tuait l'esprit. C'étaient des catholiques très orthodoxes, comme le cardinal Jérôme Aléandre, qui lui reprochaient d'avoir, par ses méthodes, favorisé l'éclosion de la Réforme, et qui lui reprochaient aussi de ne pas avoir, dès le début, rompu net avec Luther.

C'étaient enfin les protestants qui avaient fondé d'abord sur lui de grandes espérances, qui étaient outrés de ses tendances conciliatrices et de sa modération en matière religieuse, et qui, Luther en tête, le détestèrent bientôt parce qu'il entendait rester un fils soumis de l'Église, plein d'attachement pour le Pape et la foi catholique.

Certes, Érasme avait ménagé Luther au début et il l'avait même incroyablement ménagé.

Il y avait à cela bien des motifs.

Le premier, c'est que, à certaines réserves près, il pensait comme Luther dans la question des indulgences et qu'il réprovoquait les abus.

Le second motif, c'est qu'il voulait et qu'il espérait sauvegarder la paix et l'unité dans l'Église. Il n'a pas réussi; mais qui peut prévoir l'avenir?

Le troisième, c'est qu'il voulait protéger les bonnes lettres contre les assauts de la réaction et que celle-ci comptait dans ses rangs beaucoup d'hommes qui étaient à la fois des adversaires de Luther et des adversaires de l'humanisme.

Ces hommes confondaient humanisme et révolution religieuse. Le fait est que la confusion était parfois possible et qu'une connexion compromettante avait été, par instants, établie entre les deux termes par certains amis des « lettres d'humanité ».

Mais, quand Luther se fut tout à fait compromis — après et même déjà avant les journées de Worms — Érasme se sépara nettement de lui et il se plaça résolument du côté de l'autorité et de la hiérarchie.

Pour lui, le redressement de l'Église ne pouvait être opéré que par l'Église de Rome et dans le sein de cette Église même, de l'Église catholique, apostolique et romaine.

Il mettra l'humanisme au service de la Papauté et demandera à la Papauté de faire triompher l'humanisme.

De toute manière, Érasme dut faire face et riposter sur bien des fronts différents. On le comparait à Horatius Coclès, combattant sur le pont Sublicius.

Il eut ses détracteurs et ses partisans.

Parmi ses partisans : le Pape et l'empereur Charles-Quint. Et aussi des catholiques éprouvés comme Thomas Morus et John Fisher, qui le connurent de bien près et qui lui demeurèrent inébranlablement fidèles. Ceci, c'est la caution de deux saints :

impressionnante présomption, on en conviendra, en faveur de son orthodoxie.

La querelle fut ardente et passionnée. Elle ne s'éteignit pas avec Érasme. Elle continua après sa mort. Jusque bien avant dans le XIX^e siècle, le grand humaniste a été tour à tour exalté ou bafoué sans mesure, selon les besoins de la cause, par différents partis.

Aujourd'hui, on est venu à une plus saine appréciation des choses. *Veritas temporis filia*.

On a publié quantité de textes nouveaux et on a opéré d'importants redressements chronologiques. Et surtout, on a étudié Érasme et son œuvre, comme il fallait le faire, avec sérénité, détachement et objectivité, avec une méthode scientifique rigoureuse, non plus dans le but de servir la propagande d'une école ou d'une doctrine, mais dans le seul but d'arriver à la connaissance de la vérité, de l'exacte vérité.

A cet égard, deux modèles et aussi deux monuments sont à citer : la *Bibliotheca Erasmi*, de feu mon vénéré maître Ferdinand van der Haeghen, et l'*Opus Epistolarum Desiderii Erasmi*, du regretté professeur Percy Allen, d'Oxford. Et ce sont en même temps de précieux instruments de travail, d'excellentes bases d'opérations et de ravitaillement pour qui veut procéder à des recherches nouvelles.

Je ne puis insister sur les nombreux travaux qui ont vu le jour, au cours de ces dernières années, tant en Europe que dans le Nouveau Monde. Mais ce que je puis vous dire et ce que je dois vous dire ici, c'est que, de tous ces travaux, Érasme sort singulièrement grandi. C'est que, maintenant qu'il est mieux connu, ses intentions apparaissent plus pures, son attitude plus nette et son caractère plus loyal et plus énergique qu'on ne l'avait souvent dit et que même les esprits les moins prévenus n'auraient pu le supposer.

* * *

Érasme était fort attaché à Rome. Il vénérât en elle le centre de la Chrétienté et la capitale de l'humanisme.

Il était aussi fort attaché à la Belgique. Dans une conférence (1) que j'ai eu l'honneur de prononcer avant-hier, à l'*Istituto di Studi Romani*, j'ai montré combien il s'intéressa toujours au relèvement des lettres dans notre pays et les services qu'il y a rendus.

Au début de sa carrière, en janvier 1504, il débita à Bruxelles, devant la Cour assemblée, le panégyrique de Philippe le Beau. Depuis ce jour, il fit dans nos villes de très fréquents séjours. Il y comptait de nombreux disciples et de puissants amis.

C'est chez nous qu'il a écrit des milliers de lettres et qu'il a élaboré et publié plusieurs de ses œuvres les plus importantes, notamment le *Manuel du chevalier chrétien*. C'est à Louvain qu'il a largement contribué à la fondation du Collège des Trois-Langues qui a eu une influence considérable sur les destinées de la science dans nos provinces.

Et quinze jours exactement avant sa mort, il écrivait encore à son confrère Conrad Goclenius, professeur à l'Université de Louvain : « *Utinam Brabantia esset vicinior*. Ah! si le Brabant était plus proche! »

Il considérait le Brabant, la Belgique, comme sa patrie, de même que Rome était la patrie de son esprit.

Vous le voyez, ce n'était que justice qu'à la demande de l'éminent secrétaire de l'Institut historique belge de Rome (2) on vous rappelle aujourd'hui le nom du grand Érasme et qu'on exalte ici devant vous son glorieux souvenir.

ALPHONSE ROERSCH,
de l'Académie Royale de Belgique.

(1) Sur l'humanisme belge de la Renaissance à la lumière des plus récents travaux.

(2) Mgr Maurice Vaes.

Pensée catholique et confusion esthétique⁽¹⁾

J'abandonne ici ma fable. Mais je citerai à l'appui de cette conclusion ces lignes extraites d'une revue surréaliste, peut-être aujourd'hui disparue, mais qui vers 1930 donnait le ton à l'élite de ce qui s'agitait autour de la production artistique et littéraire de Paris. Ce texte, que je garde comme document, est signé : Jean Koppen. J'en ai honte pour lui, pour son temps, pour la revue qui l'a imprimé, pour les artistes qu'elle protégeait, et pour le public qui l'a lu, sans en châtier immédiatement l'auteur.

« ...insulter les prêtres n'a pas d'autre but, mise à part la satisfaction morale que cela procure sur le moment, que de vous entretenir dans un état d'esprit qui vous permettra, le jour où vous serez libre, d'abattre par jour, en vous jouant, deux ou trois tonnes de ces mal-fauteurs.

» Voler les objets sacrés, souiller les églises, sont les actions essentielles les plus aptes à créer cette atmosphère... »

Et plus loin :

« ... Chaque fois qu'un objet sacré tombe entre nos mains, il est destiné à être profané notre vie durant et, si ce sont des hosties consacrées que nous nous procurons le plus volontiers, c'est que par-dessus tout, la profanation nous intéresse... »

» ... Ces trois sacrilèges : insulter les prêtres, souiller les églises, voler les objets sacrés, doivent être trois principales actions habituelles qu'accomplit un homme probe lorsque son activité se tourne vers la religion... »

J'ai honte, je le répète, de citer ces textes que le Tout-Paris à la page d'il y a cinq ans a accepté sans en punir l'ignoble auteur. Mais ne sont-ils pas la confirmation de ce que je ne sais quoi qui semblait hanter l'art de cette époque et qui le hante encore, si je dois en croire une revue d'art qui s'appelle *Le Minotaure*, et où chaque page (sauf peut-être quelques paragraphes), chaque image est consacrée à tout ce qui dans l'art touche à la sorcellerie, à la magie, à la psychanalyse et aux déviations mentales de toutes sortes?

Et ne croyez pas que Paris seul fut atteint vers le premier tiers de ce siècle, de cet appel aux puissances maléfiques que l'histoire de la civilisation ne pourra pas nier plus tard, si elle étudie scrupuleusement la psychologie des temps que nous vivons. Si j'en juge par la revue *Variété*, de Bruxelles, par le *Querschnitt*, de Berlin, par ces artistes nordiques pour qui la peinture semble un prétexte à évoquer tout ce qui rôde de malsain dans ce qui nous entoure, il y eut partout ces dernières années, et il y a, malheureusement encore, ce que Baudelaire, dans un recueil d'*Essais sur les beaux-arts* que Maritain a beaucoup cité, appelle à propos de Breughel : UNE ÉPIDÉMIE DE SORCIERS.

« Quel artiste, dit Baudelaire, pourrait composer des œuvres aussi monstrueusement paradoxales, s'il n'y était poussé dès le principe par quelque force inconnue? En art, c'est une chose qui n'est pas assez remarquée, la part laissée à la volonté de l'homme est bien moins grande qu'on ne croit. »

Et plus loin : « Or, je défie qu'on m'explique le capharnaüm diabolique de Breughel le Drôle, autrement que par une espèce de grâce

(1) Voir la Revue du 19 avril 1935.

spéciale et satanique... » Et enfin : « Comment une intelligence humaine a-t-elle pu contenir tant de diableries et de merveilles, engendrer tant d'absurdités? Je ne puis le comprendre ni en déterminer positivement la raison; mais souvent nous trouvons dans l'histoire la preuve des immenses puissances de contagion de l'empoisonnement par l'atmosphère morale... »

Ces citations qui ont l'air écrites en 1930, au sortir d'une exposition surréaliste à la rue de Seine, en disent long sur le côté morbide de cet art international qu'on a appelé : vivant.

Et pourtant, malgré l'attrait des artistes pour ce côté empoisonné de leur art, malgré l'indifférence apportée par la crise, malgré l'évidente léthargie qui s'est emparée de tant d'artistes depuis quatre ou cinq ans, peut-on dire que l'intérêt pour tout ce qui touche aux beaux-arts ait complètement disparu de notre civilisation? En ce qui concerne le pays que nous habitons, je ne le crois pas. Car on ne peut parler avec confiance aujourd'hui que de ce qu'on voit autour de soi, c'est-à-dire, en l'occurrence, que de cette petite Suisse romande où est venu s'abriter le grand royaume spirituel de la Société des Nations. Si à Paris, au lieu de la Seine, c'est aujourd'hui le Léthé qui semble couler, au bord du Léman et même un peu au delà, on dort, me semble-t-il, peut-être moins dans ces jardins de l'art dont l'entretien est confié aux artistes. Malgré les temps durs, il est des jeunes gens qui montent en poussant de côté les souvenirs impressionnistes que cultivent encore leurs confrères d'âge mûr. Ils ont presque tous, sauf les très jeunes, passé par un certain cubisme. Ils connaissent mieux les anciens maîtres que le Paris d'hier, que Cézanne et Renoir. Ils ont des parentés avec Signorelli et d'autres avec Tiepolo. Ils ont le bonheur, que nous n'avons pas connu à leur âge, de connaître le mur, car on n'a pas craint de tous côtés de leur confier des parois à peindre alors qu'ils avaient à peine vingt-cinq ans.

Certes, j'aimerais que les souvenirs classiques de l'antiquité traditionnelle travaillassent davantage ces jeunes gens. Comme les marronniers en fleurs de tout à l'heure, les belles statues de marbre jauni continuent à fleurir perpétuellement dans les musées, si dorées par tant de soleil qu'elles ont absorbé depuis deux mille ans, qu'elles semblent en refléter certains rayons colorés des beaux soirs d'été. Pour peu qu'on les aime, on y retrouve les secrets de je ne sais quelle magie qui permit à certaines races d'hommes de fixer la beauté humaine en dehors du particulier, dans des œuvres d'art d'un charme qui émeut certaines cordes de résonances qui dorment au fond de nos cœurs.

Et je ne parle pas ici de l'antiquité pédante et sévère, ni de cette antiquité archaïque ou archaïsante, ni de ces bas-reliefs dignes et plats, de ces stèles impersonnelles et de tout un art embêtant qui semble avoir été fait à plaisir pour servir de source d'inspiration à ceux qui cherchent à ressusciter dans leur gymnastique dansée ce qu'ils appellent le plus pur style grec. Mais bien de la sculpture antique plus près de nous, plus parfaite, plus voisine de la Renaissance : athénienne, alexandrine, asiatique, romaine même, qu'importe? Pourvu qu'elle éveille par la perfection des attitudes, des formes et des traits du visage ce sentiment de plénitude dans la beauté qui constitue pour toujours un des acquis les plus précieux de la civilisation humaine.

En Italie, où j'ai eu l'occasion d'aller assez souvent ces dernières années, j'ai pu apprécier l'effort considérable que les artistes et ceux qui les aiment ont fait pour trouver dans l'architecture et l'art décoratif actuel une formule qui échappât à cette stupide accoutumance, au *standard* que l'Amérique, l'Allemagne et Moscou cherchent à nous imposer sous prétexte de modernité. Mais ailleurs encore que se fait-il? Pourquoi donc, alors qu'il y a si peu de temps les revues d'art étaient débordantes de nouvelles gloires surgies des pays les plus éloignés du nôtre, ne sommes-nous plus du tout renseignés sur ce qui se fait dans les milieux artistiques du

dehors? Il n'y a pas à se le dissimuler. L'atmosphère se fait opaque. Il plane partout dans le monde entier une sorte de brouillard qui ne favorise pas les échanges intellectuels au delà les frontières.

Je n'arrive pas à savoir ce qu'on fait actuellement à Londres, en Hollande ou à Berlin. Peut-être y voit-on poindre des mouvements analogues, petites écoles qui entretiennent le culte de la beauté en s'ignorant mutuellement. Que ne peuvent-elles, comme les paquebots enfoncés dans la nuit des océans, lancer des appels d'ondes jusqu'à ce qu'elles rencontrent une résonance! Peut-être éveilleraient-elles un mouvement collectif de tout ce qui, dans ce monde obscur, s'efforce à ranimer, en allumant de petits feux d'enfants, bravement joyeux, le vieux feu sacré de l'art des temps anciens qui couve sous les cendres amassées par le matérialisme des deux siècles qui nous ont précédés.

* * *

Cependant dans un grand nombre de pays, et malgré la crise, on a pu constater que tout à fait en dehors du monde des marchands de tableaux, des revues d'art et des expositions, il existait dans un tout autre domaine un art complètement neuf et dont la vitalité tenace, malgré tout ce qui s'oppose à son éclosion, tient presque du miracle. Je veux parler du renouveau de l'art religieux.

L'art religieux qui, dans les temps jadis, primait dans l'intérêt que lui portait à la fois les élites et le peuple sur l'art profane, qui se maintint parallèlement au côté de ce dernier jusqu'au milieu du XIX^e siècle était tombé vers cette époque dans une décadence complète. Tant d'églises conservent encore les témoignages de l'abjection dans laquelle par désintérêt des fidèles et du clergé, l'art sacré était tombé, qu'il est inutile de m'attarder sur ce triste sujet.

Mais il faut bien dire aussi, à la décharge des artistes chrétiens, que même dès le commencement de cette décadence il y eut à tout moment, et dans tous les pays, des efforts individuels ou collectifs pour parer, par une série de renaissances, souvent bien modestes, mais quand même appréciables, à ce désastre. Ce fut tout d'abord en France l'essai de renaissance qu'ébauchèrent les élèves d'Ingres. Puis presque simultanément en Allemagne le mouvement créé par Overbeck, les Nazaréens et Beuron. Puis celui qui surgit autour de Ruskin en Angleterre avec les préraphaélites; enfin dans une époque bien plus rapprochée de nous, la renaissance dirigée en Pologne par Mehofer et Wispiencki, en Hollande par l'architecte Cuyper et Jan Toorop, en France par Maurice Denis et Desvallières, en Suisse par la Société de Saint-Luc, en Allemagne par toute une série d'architectes et de décorateurs, en Italie et en Espagne par certains groupements d'artistes encore timides mais s'affirmant déjà.

Mais pour que ce renouveau arrive à prendre corps, l'activité des artistes ne suffit pas; il faut encore qu'il soit vivifié par le désir collectif du clergé et des fidèles. Et ce désir existe.

De tous côtés, sporadiquement et par secousses, on voit surgir des témoignages de ce besoin inconscient et nouveau. Souvent ils sont exprimés, comme tout ce qui naît du sol et des désirs confus du peuple, d'une façon fruste, maladroit, avec des manques de goût, des enfantillages et des imperfections de toutes sortes. Mais cet art nouveau n'en est pas moins imprégné, au fur et à mesure de son éclosion, de tous les mouvements et de toutes les modes artistiques qui se succèdent au cours du temps, et cela depuis le romantique extravagant de 1900 jusqu'au cubisme de 1910, et jusqu'à tout ce qui s'ensuit; au point qu'on vit l'art religieux jouant parfois, pour être de son temps, à l'enfant, au primitif ou au sauvage (jusqu'à devenir monstrueux et condamnable (et il fut condamné et à juste titre par Rome il y a deux ans) mais demeurant vivant. Et il avait un certain mérite à l'être.

car les persécutions ne lui manquèrent pas. Le catholicisme, si porté qu'on le croit au culte des images, nourrit un certain nombre d'iconoclastes farouches.

Il est aussi le repaire de toute une série d'intellectuels réfugiés dans une sorte d'ataxie cérébrale qui les empêchent de goûter autre chose que l'art académique et commercial dont les statues de Saint-Sulpice sont l'expression la plus concrète. Il est encore tout imprégné d'un jansénisme sans doctrine précise, mais qui confond, avec un plaisir suggéré certainement par en bas, l'art et le péché.

Mais l'effort de tous ces adversaires de la renaissance qui anime l'art religieux ne l'a pas empêché de se faire jour jusque dans les campagnes les plus éloignées des capitales. Car c'est, comme nous le voyons en Suisse romande, bien plus à la campagne, voire dans des coins tout à fait perdus où rien ne justifie cette éclosion, qu'on voit soudain surgir une église nouvelle, toute décorée d'œuvres d'art d'un style étonnamment nouveau, alors que dans les villes combien de paroisses se contentent de ce que leur a laissé l'époque affreuse pour l'art religieux que nous sommes en train d'enterrer joyeusement!

Ce renouveau de l'art religieux existe actuellement un peu partout. Il fleurit comme des tussilages au premier printemps sur le ballast des voies ferrées, dans les villages, les bourgs et les banlieues où rien ne semblait y appeler cet éveil. Il a créé un mouvement d'art indépendant des écoles reconnues et des formules officielles, et cela malgré la guerre qui n'arrêtera pas son essor et malgré la crise qui n'étouffa pas son développement.

Et cette constatation réconfortante nous permettra enfin d'étudier la question que nous traitons ici sous un tout autre angle.

* * *

Et maintenant ce qu'il va y avoir de difficile, c'est de trouver un rapport entre les deux exposés que je viens d'étudier, rapport qui me permette de prôner la discipline catholique comme un remède au désarroi dans lequel s'est tordu spasmodiquement, juste avant la crise, puis alangui presque jusqu'à en périr, l'art contemporain.

L'art religieux, nous l'avons vu, traverse une période singulièrement analogue à celle qui s'est passée durant de longs siècles et à des époques qui diffèrent selon les pays, depuis la chute de l'Empire romain et de son influence, jusqu'à la création d'un Etat, à la fois féodal, corporatif et patricien. Cette renaissance de l'art religieux est aussi gratuite qu'elle le fut alors, car, à quelques brillantes exceptions près, son éveil n'est pas dû au clergé.

C'est donc par une sorte de grâce, sans doute accordée par la Puissance divine, que fidèles et artistes s'unissent au sein du catholicisme pour sauver bien inconsciemment le monde civilisé d'une nouvelle barbarie. Mais ceci donne à penser que si, grâce à un secret dessein de la Providence, l'art religieux risque de nos jours de supplanter l'art profane dans notre civilisation, c'est un devoir pour tous les chrétiens d'aider à cet appel en essayant de sauver même l'art profane, en l'entraînant à la remorque de l'intérêt toujours croissant que suscite partout la renaissance de l'art religieux.

L'art, on ne le dit pas assez, est plus nécessaire à la vie d'une civilisation que tout ce qui touche à son développement matériel. C'est par le souvenir de son art, ou, à défaut de monuments et d'œuvres d'art, par le souvenir de sa musique ou de sa poésie qu'une civilisation demeure vivante, alors que sa puissance matérielle ou son influence politique ont complètement disparu.

C'est pour cela qu'il est nécessaire, non seulement à tout chrétien, mais même à tout civilisé de faire actuellement un grand effort pour relever l'art profane du vent de folie et de l'abêtisse-

ment où l'ont plongé l'époque qui a précédé la crise et celle qui l'a immédiatement suivie.

Et pour arriver à ce résultat, il faut reviser les données sur lesquelles un Etat politique, établi selon des principes uniquement matérialistes, avait compris le rôle de l'artiste et des beaux-arts au milieu de la Cité.

Dans l'Etat tel qu'il nous a été légué par les principes révolutionnaires de 89, ni l'artiste ni le public n'ont de devoirs vis-à-vis l'un de l'autre. On estime que l'artiste, du fait même qu'il est artiste, a le droit de vivre et de travailler selon son unique bon plaisir. On estime que le public n'a aucun besoin d'art légitime à satisfaire. On estime du reste aussi que puisqu'il en est ainsi, ce n'est pas au public à faire vivre l'artiste.

Or, la crise a montré que ces propositions sont fausses et que faute d'une élite de mécènes qui le fasse vivre, l'artiste, réduit à l'impuissance par la pauvreté, laissera le don qu'il a reçu de Dieu de créer des œuvres d'art choir, inutilisé, comme une valeur démonétisée.

L'été dernier, à Venise, l'Institut de Coopération intellectuelle de la S. D. N. avait proposé à une centaine d'intellectuels et d'artistes réunis au palais des Doges de résoudre ce problème qu'elle avait posé d'une façon un peu différente. L'exposé des discussions qui jaillirent à la suite de ces « Entretiens » fera l'objet d'un gros livre où, avec un peu d'étude, il sera permis à quelques-uns de trouver une solution au problème de la position de l'artiste vis-à-vis de tous ceux qu'il est censé émouvoir. Mais cet exposé n'a pas encore paru, et eût-il paru qu'il serait très laborieux et très long d'en tirer les conclusions auxquelles je désire arriver aujourd'hui.

Contentons-nous de résumer la pensée de la plupart des intellectuels qui assistaient aux Entretiens de Venise. L'artiste, sevré de sa corporation par le nouvel ordre de choses instauré par la Révolution française, a été, au début du XIX^e siècle, lâché, isolé, comme une sorte de monstre à qui tout était permis, devant un public qu'il n'avait nullement le devoir de satisfaire. Etant bien vite arrivé par orgueil, devant cette situation exceptionnelle, à mépriser et à ignorer les goûts naturels du public, puis à se révolter contre toute autorité, fût-ce même celle de l'Etat, il finit par considérer comme un droit absolu celui qu'il avait instauré de créer des œuvres d'art pour son seul plaisir en s'éloignant de plus en plus du devoir auquel l'avait accoutumé autrefois le public, de représenter la réalité objective.

Que cette nouvelle conception de l'art et de l'artiste fut, au point de vue de l'œuvre d'art, un bien ou un mal, c'est ce qu'en défenseur convaincu de la légitimité de la peinture abstraite (cubisme et futurisme) je ne puis affirmer. Mais dans son essence même, elle devait conduire l'artiste à n'être plus goûté que par certaines élites de collectionneurs riches et snobs dont la crise eut bien vite raison. D'où la disparition presque partout pour les artistes, devant la crise, de la puissance d'achat. D'où le besoin, pour ceux qui s'y intéressent encore, de leur trouver une façon d'exister dans la Cité qui leur permette de vivre normalement en satisfaisant leur clientèle par certaines concessions au goût populaire qui n'est pas aussi mauvais qu'on le pourrait croire et beaucoup moins que celui des pédants.

Tels furent, en grande ligne, les enseignements qu'un auditeur attentif aurait pu tirer des Entretiens de Venise dont les thèmes des rapports et des discussions qui s'ensuivirent étaient « l'Art et la réalité » et « l'Art de l'Etat ». Ils furent complétés par certaines données sur le mécénat, sur les conséquences du renouveau de l'architecture actuelle, sur l'enseignement des beaux-arts, sur les rapports des travaux exécutés en collaboration entre les architectes et les peintres, sur la légitimité du goût populaire, sur le degré de liberté auquel a droit l'artiste, sur les secours qu'il es-

en droit d'attendre des collectivités et, enfin, sur le rôle de l'art et des artistes par rapport à l'établissement de l'Etat corporatif. Toutes ces données, on le voit, mériteraient d'être prises en considération pour résoudre le problème du rôle de la pensée catholique devant la confusion esthétique présente. Rôle qui devrait présenter à la fois un caractère éducateur, gouvernemental, régénérateur et bienfaisant.

Et cette solution, maintenant que la route est déblayée, c'est à tous les intellectuels catholiques qu'il échoit de la trouver ou du moins de fournir à tous ceux qui sont particulièrement doués pour ce genre de recherches les moyens matériels et moraux d'étude et d'action.

Amener l'artiste, mais d'une façon qui lui fasse comprendre la beauté et la dignité de son rôle, à renoncer à l'anarchie individualiste et lui donner conscience de ses responsabilités devant la société. Cultiver le goût populaire en cherchant à comprendre par l'étude sur quels besoins légitimes il doit être réglé, le débarrasser des confusions sentimentales et sexuelles dans lesquelles il se traîne depuis plus de cent ans; mais examiner aussi la légitimité des désirs de tout un groupe d'artistes dont le goût s'éloigne délibérément de la représentation du réel pour essayer de réaliser des créations dans un mode abstrait parallèle à celui qu'on a toujours cultivé en musique. Edifier en développant la magistrale étude de Maritain sur *l'Art et la Scholastique*, le rôle, les devoirs et les droits de l'artiste vis-à-vis de la théologie, de la morale et de la vie sociale. Provoquer l'attention, non pas platonique mais active de l'Etat, de la société et des organismes collectifs qui la composent sur la nécessité de soutenir financièrement l'existence de l'art et des artistes. Protéger les artistes désemparés par la crise en leur fournissant non seulement de quoi vivre, mais encore de quoi pouvoir étudier et produire.

Etudier la façon de sélectionner et d'éduquer les générations d'artistes à venir par le moyen d'un contrôle constant et d'école professionnelle débarrassées de tout préjugé académique ou primaire. Examiner, en dehors de l'Italie, ce à quoi sont arrivés, par rapport aux artistes et à la bienfaisance de l'œuvre d'art, ceux qui cherchent à organiser la société sur les bases d'un Etat corporatif. Et enfin, animé de précautions infinies, car il s'agit d'une floraison spontanée et délicate qu'une intervention brutalement systématique pourrait pour longtemps contrarier et retarder, observer avec respect l'essor de ce renouveau dans l'art religieux qui semble être éclos de la terre pour nous donner des leçons. N'est-il pas surgi de la moisissure même, pour apprendre aux artistes et à leur public et à ceux qui les gouvernent, la nécessité de l'obéissance, de la camaraderie, du sacrifice, du respect dû à la loi de la destination de chaque objet et la nécessité de la probité dans le maniement de la matière qui sont inscrites dans les lois naturelles de tout effort collectif?

Telles sont les propositions qui s'offrent successivement à notre esprit pour résoudre le problème que l'époque actuelle nous pose. Elles composent un faisceau qui s'élève et qui est l'image d'un devoir auquel la pensée catholique est moralement soumise. Et ce n'est pas seulement aux intellectuels que ce devoir s'impose, mais à tous ceux qui par leur vocation sont destinés à diriger des collectivités: chefs d'Etat, curés, syndics ou même modestes conseillers municipaux. Il touche à l'amour du prochain, à celui de la justice et à la réalisation quotidiennement souhaitée par tout chrétien, le soir et le matin, de l'établissement du règne de Dieu sur la terre.

Il est impérieux comme tout devoir, et son accomplissement promet à tous la récompense d'un résultat infiniment précieux. Pourquoi n'y pas penser davantage et résister, par inertie et paresse d'esprit à collaborer à ce second sauvetage de la civilisation chrétienne par la conservation et l'entretien du feu sacré de l'art?

ALEXANDRE CINGRIA.

En quelques lignes...

L'exposition Calvin

A Paris, la Bibliothèque Nationale se signale par des expositions alternées. Tantôt elles sont dévouées aux lettres amoureuses de Napoléon, tantôt au faux jubilé de l'Académie française, tantôt à Jean Calvin.

Dans la vitrine du pape de Genève, qui rétablit l'Inquisition au bord du lac Léman et fit brûler Michel Servet parce que celui-ci n'avait pas les mêmes clartés que lui sur le mystère de la prédestination, il y a le petit *Traité des Reliques* en édition originale. Ce pamphlet est écrit avec une verve rabelaisienne, car l'auteur réformé avait deux godets dans son écritoire: tantôt, il écrivait d'une plume ergoteuse et mortifiée, tantôt ce refoulé lâchait la bride à toutes ses haines inassouvies. Crépitaient alors, comme grêle d'avril, les bêtise, canaille, cuistre, goujat, maroufle, butor, maraud et autres aménités peu chrétiennes.

Le Traité des Reliques

On sait le thème du *Traité des Reliques*. C'est un catalogue. C'est la méthode pédante et scientiste appliquée à la mystique. Mathématiquement, comme un teneur de livre, comme un comptable obtus et grincheux, Calvin fait l'inventaire des corps saints de la chrétienté, et il aboutit à d'effarantes constatations: vingt avant-bras de telle Vierge, douze tibias de tel Martyr, cent vingt-deux dents de tel Docteur, trois têtes du même saint Denis! Ce sont des gaudissarderies, des plaisanteries bonnes pour M. Homais, des arguments chers aux ignorants de l'école du soir. Ne sait-on pas que le sacristain, avide de pourboires, en met toujours une cuillerée de plus que monsieur le curé? Là où il y a un tibia, il met tout le squelette; sur une molaire, il bâtit un crâne.

Ces pointilleries ne signifient rien pour quiconque a la foi. Ce qui fait l'efficace des reliques, c'est l'intercession du saint et la prière du pèlerin. De la part de Calvin, était-ce stupidité ou mauvaise foi de croire le contraire? Ce n'est pas à la dent ou à la phalange du bienheureux que nous avons recours, mais à son cœur, à sa pitié, au crédit dont il jouit auprès de Dieu.

Martyrologe protestant

Que dirait ce benêt de Calvin, s'il revenait au monde et qu'il allât visiter le *Musée du Désert*, près d'Anduze, dans le Gard?

Que vénère-t-on dans ce musée? La chambre de Claude Brousson, « martyr du saint Evangile », son lit, sa paillasse et sa bible; les souliers et les guêtres de Roland, un des Camisards les plus fanatiques, le livre de prières de celui-ci, la lampe de celui-là, la bourse de cet autre. Quel Calvin fera l'inventaire de ces reliques huguenotes? Il trouvera, lui aussi, pas mal de pièces fausses dans la bourriche. Entre autres, un sabre donné comme celui d'un dragon de Louis XIV, et qui a été fabriqué sous le Directoire.

Les protestants français viennent d'acquérir la maison de Marie Durand, qui passa cinquante ans dans la Tour de Constance, à Aigues-Mortes. C'est une martyre de l'Eglise réformée, disent certains. Mais d'autres assurent que cette obstinée resta toujours fidèle au dogme des aïeux, n'ayant qu'indifférence pour les billevesées des novateurs...

Les disciples de Calvin vont-ils enchérir à ce point, sur les

catholiques, qu'ils leur déroberont des reliques et des saints pour en peupler leurs temples trop déserts?

L'Olympe voyage

Diane, Apollon, les Grâces, les Nativités, les Mages, l'Olympe et le Paradis, peints par les maîtres italiens, ont traversé les Alpes, pour venir en ambassade à Paris. Raymond Escholier, le conservateur du Petit-Palais, avait dressé une liste de cent chefs-d'œuvre. Il s'était adressé au Pape et au Duce. Pie XI a fait la sourde oreille. Les collections pontificales ne voyagent pas. Quant à Mussolini, il a doublé le menu. Les réconciliations sont toujours très tendres. Les Français s'étaient un peu picotés avec le dictateur italien. Hitler s'est chargé d'opérer la réconciliation.

Pour beaucoup de ces objets d'art incomparables, le voyage en France n'aura pas été une nouveauté. Il y a quelque cent trente ans déjà, le général Bonaparte avait cueilli un bouquet de trophées dans les galeries italiennes. Il avait fait passer les Alpes neigeuses, sur des traîneaux, à l'*Apollon du Belvédère*, à la *Vénus du Capitole*, à l'*Hercule-Farnèse*, au *Laocoon*, etc. Mais, en 1815, il avait fallu restituer les statues et les tableaux.

Aujourd'hui, le voyage n'est pas forcé; ce n'est plus une réquisition militaire, c'est un train de plaisir.

A Paris, on interprète d'ailleurs dans un sens optimiste le déplacement de ces richesses incalculables. Si l'horizon international était si chargé d'orages qu'on l'assure, Mussolini se garderait bien d'envoyer en ballade les perles de ses collections.

Réciprocité

Quant à la France, que fait-elle pour remercier l'Italie? Elle expédie, de l'autre côté des Alpes, la fleur de ses cabots subventionnés. La Comédie-Française est partie par train spécial, avec ses habilleuses, ses maquilleuses, ses requinqueuses, des tonnes de fards, de sanglots et de perruques. Elle a joué, à Rome, le *Bourgeois gentilhomme*.

Certains se sont demandé si cette pièce était bien de saison, si cette caricature d'un des côtés les plus déplorables du caractère français était bien de nature à valoir à la France un surcroît d'amitié des Italiens.

Jourdain, ce marchand drapier au nom sémite, aura fait penser à ces hommes d'affaires, devenus millionnaires, par leurs tripotages, après la guerre. Comme le héros de Molière, ils ont accumulé les sottises et les laideurs. Ils sont allés au dancing et ont été pris par la faiblesse des particules. Ils ont donné leurs filles, bien truffées de billets de banque, à des hobereaux faméliques; ils ont postulé toute la gamme des brimborions nationaux: rubans, croix, macarons, crachats, cravates. Mais ce qui est venu de la flûte s'en est retourné au tambour. Il y eut le temps des affaires, où il suffisait de vendre quelque chose à quelqu'un, c'est-à-dire de rouler quelqu'un, pour rouler carrosse. Aujourd'hui, c'est la crise et les gendarmes. Les gentilshommes de la guerre sont en chômage, et plusieurs, en prison. Convenait-il d'évoquer Oustric et Stavisky sur les théâtres romains?

On s'est aussi demandé ce qui arriverait si, enthousiasmé par le jeu de Célémène, d'Agnès, de Polyucte et du vieil Horace, le Duce les faisait prisonniers et les condamnait à jouer à Rome pendant quelques années. A Paris, qui s'apercevrait de la séquestration? Qui s'engagerait pour délivrer et ramener en France Phèdre, Hermione et Madame Pernelle? Personne!

Tandis que si les Français, au jour marqué, ne rendaient pas les vieux tableaux prêtés, ce serait une tout autre affaire...

Les actrices au couvent

L'Eglise est sage et expérimentée. Elle ne canonise les fidèles qu'une fois morts et bien morts. Supposez, en effet, qu'ils ne soient qu'en léthargie, qu'ils se relèvent, et qu'après une première vie vouée à la vertu, ils en commencent une deuxième adonnée au vice! Prudente, l'Eglise ne s'expose pas à recevoir des démentis.

Certains apologistes sont moins circonspects. Dès qu'une cabotine passe pour faire ses Pâques, ils le crient sur les toits et dans leurs pieux bulletins. Si une comédienne entre au couvent, ils délirent, ils prennent toute la terre à témoin des modernes triomphes du christianisme. Pour certains rédacteurs de bulletins paroissiaux, une vedette de cinéma qui songe à son salut est un miracle aussi éclatant que la conversion de saint Paul. Ils mettent les jambes d'une gambieuse au même rang que la cervelle de M. Bergson.

Quelles transes pieuses et superflues n'a point provoquées la vocation religieuse d'Yvonne Hautin, de Suzanne Delorme, de Jenny Luxeuil!

Ces mois derniers, les revues édifiantes consacrèrent leurs méditations au cas de Maryse Wendling. Lasse du monde, de la rampe, de la claque, cette actrice était entrée au couvent. Au metteur en scène, à l'impresario, à la foule, elle avait préféré les réalités éternelles. Après les décolletés audacieux, le voile; après le fard, l'eau pure et l'eau bénite. On n'osait mentionner le sacrifice des cheveux, il est si petit, aujourd'hui! Les ciseaux monastiques n'ont plus guère à tondre sur la toison écourtée des brebis qui reviennent au bercail.

Maryse Wendling a quitté le noviciat des Sœurs Missionnaires de Venissieux dans le moment que son agent de publicité annonçait son départ pour les léproseries du Pacifique. Elle est revenue à Paris, a reçu les journalistes, a donné plusieurs interviews. Déjà, on cite le film qu'elle va tourner prochainement. La foule s'écrasera à l'entrée du cinéma qui aura la chance d'en donner la première.

Ne pourrait-on attendre, pour parler de la vocation religieuse des comédiennes, jusqu'au jour où elles célèbrent leurs noces d'or au couvent?

L'Obélisque et Cléopâtre

Paris va célébrer le centenaire de l'Obélisque. C'est, en effet, au déclin de la Restauration que des égyptologues français, parcourant le pays des Pharaons, obtinrent, de je ne sais quel Alí, l'aiguille de pierre qui s'enrhume, depuis cent ans, dans les courants d'air de la Concorde. Il fallut beaucoup de temps, de science et d'argent pour parvenir à la dresser sur l'ex-place Louis XV, où Louis XVI fut décapité par la machine à Guillotin. Ce qui faisait dire à Proudhon, toujours gaillard et toujours raillard: « Cet obélisque de pierre a plus coûté à dresser sur le nombril de Paris que s'il eût été en chocolat! »

Le pacha d'Égypte avait aussi expédié, à l'adresse de Charles X, quelques momies, parmi lesquelles celle de Cléopâtre. Charles X avait quitté la France quand les momies arrivèrent à Marseille. Louis-Philippe avait mieux à faire qu'à aller les y recevoir. Des tâches plus urgentes le retenaient à Paris. Les momies firent une longue quarantaine au pays des galéjades. Le lazaret n'était pas très salubre, les salles en étaient salpêtrées. Tant y a qu'à leur arrivée à Paris, Cléopâtre et ses compagnes empoisonnaient tellement le faisandé que le quartier de la Bibliothèque du roi, où on les avait d'abord déposées, tomba en émeute. On reparlait du choléra. Il fallut aviser.

Que faire de ce cadeau égyptien et funeste? Justement, on creusait les fondations, place de la Bastille, de cette Colonne de Juillet, destinée à exalter les héros des Trois Glorieuses. Dans les souterrains les architectes avaient aménagé des caveaux pour

les victimes de la révolution récente. Quelqu'un eut une idée expédiente. De nuit, on transporta, de la rue Richelieu, les momies qui puaient plus fort mais moins bon que rose, et on les inhuma avec les polytechniciens, les bousingots et les gardes nationaux tués sur les barricades.

Et voilà pourquoi Cléopâtre, qui fit perdre, à Antoine, la boule, et la bataille d'Actium, a pour monument funèbre la Colonne de Juillet.

Le II^e Congrès Guillaume Budé

Il vient de se tenir à Nice. Mais il ne sera pas inutile, sans doute, de rappeler ce qu'est l'Association Guillaume Budé.

Les études classiques, les études gréco-latines, menacées en France comme chez nous par l'offensive des utilitaristes et des scientistes, se défendent d'excellente manière : par leur vitalité même. A l'heure actuelle, hellénistes et latinistes français forment la plus brillante des équipes. Les disciplines sont renouvelées. L'étude de l'humanisme entraîne les chercheurs du côté du Moyen âge philosophique, sur les pas de M. Gilson, du côté du XVI^e siècle, avec Abel Lefranc et ses élèves. Sous le patronage de celui qui fut un des humanistes les plus distingués, Guillaume Budé, des universitaires et des hommes de tous les milieux proclament leur fidélité française à une tradition qui remonte à Athènes en passant par Rome. Il y a trois ans, le I^{er} Congrès — celui de Nîmes — avait plutôt mis l'accent sur les origines latines. Le Congrès de Nice s'est ouvert à Marseille la Phocéenne. Et ce fut l'occasion d'une manifestation de philhellénisme, aux rives de la mer bleue qui garde encore le sillage des trirèmes grecques.

Qu'est-ce que l'humanisme ?

La question est vaste, complexe. Les débats du Congrès de Nice n'ont pas réussi à l'épuiser.

Il semble bien que la notion d'humanisme gréco-latin doive être dégagée de son sens pédagogique. En d'autres termes, l'Antiquité ne peut plus signifier le gagne-pain des professeurs. D'autre part, il serait dangereux, pour les humanistes, de se cantonner dans la tour d'ivoire. Le mépris du *vulgum* n'est qu'une attitude facile. Point de pessimisme, non plus. A quoi bon invectiver la machine et le machinisme ? L'humanisme — le vrai — a quelque chose de permanent, d'éternel, et qui nous offre le moyen de goûter la fine fleur de la civilisation d'aujourd'hui. La culture dont nous nous réclamons ne sera donc pas un poids mort, mais une sorte de lest. L'homme cultivé est celui qui cherche dans le passé des raisons de vivre plus pleinement, plus profondément, le présent.

D'où il ressort que certaines discussions d'ordre historique sur les limites mêmes de l'humanisme dans le temps ont un relent de pédantisme. L'humanisme n'est pas, comme on l'a cru longtemps, une école. Certes, la Renaissance française du XVI^e siècle multiplie à l'envi les types d'humanistes. Mais un Guillaume Budé lui-même ne fait que reprendre le flambeau. On citait tout à l'heure M. Gilson. Le très vivant professeur au Collège de France a dépisté, avec beaucoup de finesse, les courants singulièrement marqués de l'humanisme médiéval. Et ce serait une erreur d'arrêter nos investigations au seuil du XVII^e siècle. Pourquoi la mort d'Henri IV signifierait-elle la fin d'un monde ? En résumé, la notion d'humanisme, si elle veut être féconde et susciter encore des enthousiasmes et des actes de foi, doit quitter le terrain étriqué des études historiques, pour se porter sur le plan de la spéculation philosophique.

Classicisme et réaction

Nous n'avons pas qualité pour juger la politique française. Et il serait indécent de donner à nos amis, qui furent les hôtes les plus courtois, les plus cordiaux, des leçons de tact. Mais la mesure est vertu grecque. Tout humaniste a le devoir de s'en réclamer. Il ne faut pas que les efforts de l'Association Guillaume Budé souffrent des compromissions de la politique de parti. La tradition antique sauvera la civilisation française, c'est entendu. Est-il donc expédient de le proclamer à tout propos, hors de propos, et sur le ton du manifeste électoral ?

Le Congrès de Nice était placé sous la présidence de M. Gaston Doumergue. Pourquoi l'ancien Président, lequel serait bien incapable de traduire deux vers d'Eschyle ? Il y avait là, nous dit-on, un geste de gratitude. En sa qualité de Président de la République, d'abord, de Président du Conseil, ensuite, M. Doumergue n'a pas manqué de rendre à l'Association Guillaume Budé de grands services. En l'appelant à présider les débats du Congrès de Nice, les universitaires français donnaient le témoignage émouvant de la fidélité dans les mauvais jours. Rien de plus noble, de plus délicat.

Mais nous sommes dans le Midi. Et ce coquin de soleil brûle un peu les cerveaux. Toujours est-il que la présence de Gaston Doumergue aurait fini par signifier que la « réaction » n'a pas désarmé. Certains orateurs manquèrent de discrétion. On crut devoir multiplier les allusions au 6 février. Des applaudissements maladroits saluaient au passage les rappels d'événements politiques qui datent d'hier. Comme l'Association Guillaume Budé passait déjà, dans les milieux politiques, pour une machine de guerre, tous ceux qui ont la tripe à « goche » vont saisir l'occasion : le grec et le latin risquent fort d'en pâtir. C'est dommage.

Le Midi parle

Quant au Président lui-même, il fut parfait. Parfait de bonhomie, de sagesse discrète, d'humour cordial. Parfait dans ce genre méridional qui consiste à se faire écouter. Nous avons peine à comprendre, à partir d'un certain degré de latitude nord, ce que peut contenir de volupté l'art oratoire. De Valence à Marseille, de Béziers à Nice, ils sont tous ainsi : il faut qu'ils parlent. Celui qui occupe la tribune est applaudi par celui qui, d'avance, frémit d'aise à la pensée d'escalader, à son tour, les trois marches.

Doumergue, politicien de carrière, possède, en tant qu'orateur de banquet, une maîtrise classique, il faut le reconnaître. Tout Méridional moyen — et ils sont presque tous ainsi dans le Midi — doit éprouver, à l'entendre, un plaisir de haut cru. Le sourire légendaire ajoute à cette éloquence directe bien des choses. Mais il y a, d'abord, la chanson des mots, le ronron familier, le balancement heureux des épithètes traditionnelles. La paix est « universelle », la cité « prospère », l'idéal « démocratique », la Grèce « éternelle ». C'est avec des topos aussi éprouvés, d'un effet aussi sûr, qu'une poignée de radicaux parfumés d'aïoli ont longtemps mené les Français. Pendant le toast du Président Doumergue, au Ruhl, maîtres d'hôtel et serveurs sidérés en oubliaient de remplir les coupes de champagne. Et quand l'orateur se rassit, pour signer — infatigable — les menus du banquet : « De la part du chef de cuisine, Monsieur le Président », fit un garçon très digne, en tendant à M. Doumergue un œillet rouge...

Le Français est un monsieur qui redemande du pain...

... et qui ignore la géographie.

Quelques perles recueillies lors de ce Congrès Budé qui groupait, on y insiste, une élite d'universitaires.

— A Liège, les cours se font en « vallon » (prononciation de « wallon »), je suppose?...

— Buda-Pesth (on parle d'un autre Congrès), Buda-Pesth, c'est-y donc en Europe?...

Quelqu'un qui occupe une très haute situation s'enquiert avec sollicitude de la reconstruction de Liège. Pour lui, visiblement, il n'est pas resté de la Cité ardente pierre sur pierre. « Il faudra que j'aie me rendre compte », opine-t-il : « J'espère au moins que vos architectes ont rebâti la ville dans le style!... »

Le nom de Louvain suscite à peine une réaction dans les milieux de jeunesse. Tel Normalien qui pose au fort en « cagne », telle licenciée qui prépare l'agrégation des Lettres ignorent absolument que l'Université catholique existe. N'allez donc pas leur parler de l'incendie de la bibliothèque! Peut-être, d'ailleurs, connaissent-ils le nom d'Erostrate...

Mais le mot de la fin, le voici. Il est, on le jure, scrupuleusement authentique.

Bien que fort préoccupée par la campagne électorale qui bat son plein, la municipalité niçoise avait tenu à recevoir dignement, princièrement les congressistes. Allocution du maire, vin d'honneur, plantes vertes et astragales, pompiers en uniforme de gala : rien ne manquait à la fête. Mais le maire, M. Jean Médecin, très distingué d'ailleurs et orateur d'une sobre élégance, dut déléguer plus d'une fois un de ses adjoints, cependant que lui-même rendait compte de son mandat devant les comices électoraux du Vieux-Port ou de Cimiez. L'Association Guillaume Budé s'abrite sous un pavillon bien fait pour déconcerter un adjoint. Et l'on put entendre un de ceux-ci, charmant homme, décoré de la Légion d'honneur et curieux par nature, s'informer, avec une politesse touchante : « Dites-moi, ce « Guilloime » Budé, il est mort?... »

La politique extérieure du III^e Reich

La doctrine

Lorsque le III^e Reich prit en mains la politique extérieure allemande, il était naturellement possible, en théorie, de continuer la politique extérieure, féconde, en somme, de la Première République. Les bases de la situation de l'Allemagne en Europe restaient les mêmes. La défaite et le traité de paix imposaient toujours les mêmes tâches. Le passé des nouveaux dirigeants rendait, il est vrai, particulièrement difficile la continuité de la politique extérieure : n'avaient-ils pas, avant leur avènement au pouvoir, tenu un langage extrêmement violent, pris une attitude nettement militaire? Mais, d'autre part, un gouvernement qui se donnait ouvertement pour mission de rassembler les énergies nationales pouvait précisément donner à la politique extérieure un élan précieux. En effet, beaucoup d'insuccès subis jusque-là par l'Allemagne avaient été dus à l'attitude hésitante des gouvernements et des partis au pouvoir, et à la piètre opinion qu'avait l'étranger de la volonté nationale du peuple allemand. Un gouvernement de formation indiscutablement patriotique, résolu à aborder avec vigueur tous les problèmes relevant de la dignité et de l'intérêt allemands, décidé à mettre franchement le doigt sur les plaies les plus douloureuses de l'organisme européen, à dénoncer les

dangereux obstacles dressés devant la paix par le traité de Versailles; un tel gouvernement essentiellement national pouvait considérablement hâter la liquidation du « Diktat ». En présence de sa volonté nationale sérieuse et loyale, maint adversaire étranger du relèvement du Reich, qui jusque-là n'était pas allé bien loin dans la voie des concessions (car on ne se résout jamais qu'à celles qui sont inévitables) aurait probablement précipité le pas.

Mais il apparut très vite qu'une continuation méthodique de la politique extérieure précédente était pratiquement impossible : d'abord parce que le nouveau gouvernement ne *pouvait* pas poursuivre cette politique dans son ensemble, ensuite parce qu'il ne *voulait* nullement. En effet, d'une part, la situation créée en Allemagne et en Europe par l'avènement du Troisième Reich n'était que très difficilement compatible avec la ligne de politique extérieure suivie jusque-là. D'autre part, le gouvernement hitlérien considérait cette ligne comme fautive; il avait pour ainsi dire apporté dans ses bagages sa propre politique extérieure. On verra plus tard que les difficultés rencontrées par le Troisième Reich proviennent essentiellement du dilemme que voici : les nouveaux dirigeants ne purent réaliser *avec succès* leur propre programme, parce qu'il ne put être ni appliqué ni suffisamment préparé dans le cadre des données européennes. Lorsqu'ils se virent cependant contraints, ne fût-ce que pour gagner du temps pour mettre au point leur propre programme, de s'insérer bon gré mal gré dans les cadres de la politique extérieure précédente, ils durent constater que cette politique ne pouvait être poursuivie qu'en renonçant sérieusement au programme nouveau.

Or, ils ne se décidèrent à y renoncer ni assez vite, ni assez radicalement, ni d'une façon suffisamment convaincante.

Toujours est-il qu'on ne peut comprendre ni les événements extérieurs de cette période, ni leur évolution ultérieure, si l'on n'a pas une idée claire de la doctrine élaborée par les chefs du Troisième Reich, c'est-à-dire en premier lieu, par le nouveau chancelier, ses partisans et ses conseillers.

On peut résumer ainsi les principes essentiels de cette doctrine :

A la différence de la politique poursuivie par la Première République, il ne saurait plus être question de libérer progressivement et méthodiquement l'Allemagne des conséquences de la défaite et du Traité. Au contraire, il importe d'exploiter énergiquement l'incertitude du destin de l'Allemagne telle qu'elle résulte de la défaite et du traité en vue d'atteindre un objectif bien plus allemand et beaucoup plus important.

Cet objectif n'est pas le rétablissement de cet ancien Reich qui, depuis la proclamation de l'Empire à Versailles jusqu'à la guerre mondiale, avait rempli les Allemands d'orgueil et l'étranger d'admiration ou de crainte. Ce Reich fut une erreur, un malentendu et l'on ne peut que se féliciter de sa disparition grâce à laquelle les vrais problèmes du destin allemand ont pu être arrachés à l'oubli et rétablis dans la conscience de la nation.

Le but de la nouvelle politique extérieure est de réaliser le destin allemand dans sa totalité, c'est-à-dire de créer le grand Empire des Germains-Allemands; à cet égard, il ne s'agit pas simplement d'incorporer à l'Allemagne actuelle les populations allemandes qui vivent à l'extérieur de ses frontières; il importe bien plus encore d'acquérir des terres nouvelles où l'on établira des hommes de souche allemande.

Pour attendre ce but, deux conditions préalables doivent être réalisées :

1^o Il faut ramener la nation allemande à la conscience de son caractère germanique (c'est le sens caché de la formule ambiguë de l'« Organisme »), il faut la convaincre de sa supériorité sur les autres peuples et de sa mission mondiale, la souder en un bloc puissant et dur, où il n'y aura plus de place que pour les champions

de l'avenir allemand. Donc, première condition : *préparation morale*;

2^o. Ce but ne pouvant être atteint par des négociations diplomatiques, par des conférences, par la S. D. N. et autres moyens analogues, il faut donner à la nation une grande puissance matérielle. On doit éduquer le peuple à la spartiate, l'entraîner physiquement, le libérer de toutes les faiblesses sentimentales, le faire vivre en plein air, dans les camps, l'habituer à la lutte contre tous les éléments et influences nocives et surtout le faire vivre à la caserne. Donc, seconde condition : *préparation militaire*.

Ces deux conditions exigent un état de « danger de guerre », mobilisation, permettant à ses chefs d'avoir en mains et de tenir en mains le peuple tout entier, avec toutes ses forces morales et matérielles; d'empêcher les troubles qui pourraient provenir du Parlement, des partis, de l'Église, de la littérature, de la presse, de la radio, de l'éducation familiale, des associations, des conversations privées; d'écarter impitoyablement les personnes ou les institutions qui, par tempérament ou par nature, préfèrent d'autres buts et d'autres méthodes; de réprimer énergiquement les insubordinations par le châtimement et la crainte du châtimement; de sauvegarder, à l'intérieur et à l'extérieur, toutes les fois qu'il sera nécessaire, le secret de l'exécution.

La politique intérieure du Troisième Reich est, en grande partie, fonction de la nouvelle politique extérieure.

Si peu diplomate que soit son aspect, cette politique ne saurait évidemment se passer d'une certaine préparation diplomatique.

Cette préparation diplomatique, voici comment les dirigeants de la nouvelle politique extérieure la conçoivent :

1^o Il faut conclure une alliance avec l'Italie et avec l'Angleterre;

2^o Isoler la France.

Ces préparatifs une fois terminés, il s'agira de terrasser la France. Après quoi, on devra conquérir à l'est de l'Europe les terres dont a besoin la politique de colonisation néo-germanique.

Pour atteindre son but essentiel, la diplomatie du Troisième Reich ne doit pas reculer devant quelques sacrifices, si douloureux soient-ils. Elle doit ajourner ou même abandonner certaines revendications, dirigées contre d'autres États, même si elles tendent à récupérer des éléments de population allemande. On ne peut se permettre d'avoir en même temps le monde entier contre soi (voilà une maxime assez simpliste qu'on se réjouit de découvrir dans la doctrine nationale-socialiste, sans oser la prendre trop à la lettre). En outre, il faut présenter le juif allemand comme l'allié de l'étranger dans la lutte contre les intérêts allemands; en même temps, on dénoncera le soi-disant « juif mondial » (*Welt-jude*) comme l'ennemi commun de tous les peuples en vue de faciliter certains rapprochements diplomatiques et de créer une nouvelle solidarité internationale! Mais la chose essentielle est le rétablissement de la puissance militaire : l'épée prête à frapper.

Un coup d'œil jeté sur la dernière édition du livre *Mein Kampf*, d'Adolf Hitler, paru après la prise du pouvoir par le « Führer », complétera utilement ce bref résumé de la nouvelle politique extérieure du Reich. C'est à dessein que nous nous bornons à reproduire des passages du *Mein Kampf* (1), car des citations d'autres manifestes nationaux-socialistes seraient loin de donner une image aussi nette; d'ailleurs, quels qu'en soient les auteurs, ils ne sauraient prétendre à la même autorité (2).

Le livre *Mein Kampf*, qui fût écrit dix ans avant l'avènement du Troisième Reich et qui jeta les bases de la lutte pour le pouvoir, n'a jamais été désavoué par son auteur; il est officiellement répandu en Allemagne par centaines de milliers d'exemplaires; il a sa place dans tous les ministères et services publics. Aujourd'hui encore, il remplit son auteur d'orgueil et de satisfaction. Si des traductions exactes et complètes en langues étrangères n'ont pas paru désirables aux autorités allemandes après la prise du pouvoir, ce n'est donc pas pour exécuter le désir personnel de l'auteur, mais plutôt pour répondre à des scrupules exprimés ailleurs (1).

Dès le début de *Mein Kampf*, nous lisons :

« Une heureuse prédestination m'a fait naître à Braunau-sur-l'Inn, bourgade située précisément à la frontière de ces deux États allemands dont la réunion nous apparaît, du moins à la jeune génération, comme la tâche vitale à accomplir par tous les moyens.

« L'Autriche allemande doit rentrer dans la grande patrie allemande, et cela nullement pour des raisons économiques quelconques. Non, non : même si cette réunion du point de vue économique était indifférente ou même nuisible, elle devrait être réalisée quand même. *Le même sang doit appartenir à un empire commun*. Le peuple allemand n'aura aucun droit moral à une politique coloniale tant qu'il n'aura pas réuni ses propres fils dans un même État. » (P. 1.)

Le désir de voir l'Autriche allemande revenir à la grande patrie est, comme on le sait, plus ancien que la doctrine du Troisième Reich. Par contre, l'idée suivante est bien personnelle à ce dernier.

« C'est seulement lorsque le territoire du Reich contiendra tous les Allemands sans pouvoir assurer leur subsistance que naîtra de la détresse de ce peuple, *le droit moral d'acquérir des terres étrangères*. La charrue fera alors place à l'épée et les larmes de la guerre prépareront les moissons de la postérité. » (P. 1.)

C'est dans le chapitre XIII : « *La politique allemande des alliances après la guerre* » et dans le chapitre XIV : « *Orientation vers l'Est ou politique de l'Est* », que l'on trouve les directives les plus importantes en matière de politique extérieure.

Suivant Adolf Hitler, la politique extérieure allemande avait pour tâche, avant la guerre, « d'assurer l'alimentation de notre peuple et de ses enfants sur la planète, en préparant les voies propres à atteindre ce but et aussi d'acquérir des alliances capables d'apporter le complément de puissance nécessaire... » (P. 687.)

Cette tâche, dit-il, est restée la même. Mais la différence entre la politique d'avant-guerre et celle d'après-guerre, c'est qu'il s'agit aujourd'hui [« d'abord de rendre au peuple la puissance sous la forme d'un État fort et libre; condition préalable et nécessaire pour pouvoir pratiquer plus tard une politique étrangère efficace, capable de conserver, de développer et de nourrir notre peuple à l'avenir. » (P. 687.)

Le but que doit viser actuellement la politique étrangère de l'Allemagne, c'est « la préparation nécessaire pour reconquérir l'indépendance de demain ».

Et ici il faut souligner deux principes qu'Adolf Hitler formule en ces termes :

« 1^o Pour qu'un peuple puisse reconquérir son indépendance, il n'est pas absolument nécessaire que le territoire de son État

(1) Adolf HITLER, *Mein Kampf*. Deux volumes en un seul, 97^e à 101^e édition, 1934, Munich, Ed. Franz Eher. Nachfolger.

(2) Nous renonçons délibérément aussi à utiliser d'anciens discours et articles d'Adolf Hitler. Mais nous comprenons que l'étranger ne s'impose pas cette réserve : un des hommes d'État les plus éminents ne garde-t-il pas dans ses tiroirs un certain article écrit par le chancelier peu de temps avant la prise du pouvoir, et ne le relit-il pas toujours quand il est obligé de s'occuper de problèmes allemands?

(1) De temps en temps, la Wilhelmstrasse s'efforce d'atténuer l'effet produit par *Mein Kampf* en annonçant une épurée officielle qui équivaudrait au désaveu de certaines thèses. On a pu lire dans une dépêche Havas (reproduite par le *Temps* du 29 décembre 1934) le passage suivant : « Les milieux officiels affirment qu'une nouvelle édition de *Mein Kampf* est en préparation. Dans cette édition remaniée, les passages injurieux contre la France seraient supprimés ». Mais les autorités allemandes ont continué de répandre les éditions actuelles. A l'heure où nous mettons sous presse, aucune édition expurgée de l'ouvrage d'Adolf Hitler n'a été mise en vente.

constitue un tout; il suffit qu'il subsiste une dernière parcelle, si petite soit-elle, de ce peuple et de cet État qui, jouissant de la liberté nécessaire, puisse non seulement être le gardien de la communauté spirituelle du peuple entier, mais encore préparer le combat militaire pour la liberté. » (Pp. 687-688.)

« 2^o Il faut considérer, en outre, que pour reconquérir des territoires perdus par un peuple et un État, il s'agit d'abord pour la mère-patrie de reconquérir sa puissance politique et son indépendance; qu'en pareil cas les intérêts des territoires perdus doivent être impitoyablement sacrifiés à la seule chose importante : reconquérir la liberté du territoire principal. *Car ce ne sont pas les vœux des opprimés ou les protestations des nationaux qui délivreront les fragments séparés d'un peuple ou les provinces d'un Reich, mais bien la force dont disposent les restes, demeurés plus ou moins indépendants, de l'ancienne patrie commune.* » (P. 688.)

Les conséquences de cette idée, Adolf Hitler les résume avec force quand il dit :

« Donc, sacrifice provisoire des intérêts des territoires séparés de la patrie à ce qui seul importe : conquérir au profit de ce qui reste de l'État une puissance politique et une force telles qu'elles puissent corriger ce qui a été fait par la volonté de l'ennemi vainqueur. *Car les territoires opprimés ne sauraient être réincorporés au Reich commun par des protestations enflammées, mais par un glaive aux coups vigoureux.*

« *Forger ce glaive, c'est la tâche de la politique intérieure d'un peuple; assurer au forgeron la possibilité d'y travailler et rechercher des compagnons d'armes, c'est celle de la politique extérieure.* » (P. 689.)

Rechercher des compagnons d'armes : cela signifie pratiquer une politique d'alliances. En désignant l'Angleterre et l'Italie comme les alliés naturels de l'Allemagne, Adolf Hitler ne néglige pas de donner des aperçus intéressants sur le principe de la politique d'alliances. Après avoir longuement étudié les facteurs soi-disant décisifs de la politique extérieure anglaise, il aboutit, en effet, à la conclusion suivante :

« Bien que les conséquences de la politique de guerre suivie par l'Angleterre aient été et soient restées néfastes pour l'Allemagne, on doit néanmoins constater que l'Angleterre n'a plus aujourd'hui aucun intérêt essentiel à ce que l'Allemagne soit anéantie et qu'au contraire la politique anglaise doit tendre de plus en plus, avec les années, à refréner l'instinct d'hégémonie démesurée de la France. Mais on ne fait pas une politique d'alliance en s'attardant aux froissements du passé; celle-ci n'est féconde que si l'on profite des leçons de l'histoire. L'expérience devrait nous avoir appris que les alliances visant des buts négatifs sont atteintes de faiblesse congénitale. *Les destinées de deux peuples ne sont solidement liées que lorsqu'ils poursuivent un succès commun, sous la forme d'acquisitions, de conquêtes communes, bref, d'un accroissement de puissance pour chacun d'eux.* » (P. 697.)

Deux pages plus loin, la nécessité d'une alliance anglo-italo-allemande est appuyée par quelques arguments passionnés visant particulièrement la France :

« *L'ennemi mortel, impitoyable, du peuple allemand est et resté la France.* Peu importe qui a gouverné ou gouvernera la France; qu'il s'agisse des Bourbons ou des Jacobins, des bonapartistes ou des démocrates bourgeois, des républicains cléricaux ou des bolchevistes rouges, le but final de leur politique étrangère sera toujours de tenter de s'emparer de la frontière du Rhin et d'assurer la possession de ce fleuve à la France grâce à la désunion et au morcellement de l'Allemagne.

« L'Angleterre ne veut pas que l'Allemagne soit une puissance mondiale; la France, elle, ne veut pas qu'il existe une puissance qui s'appelle l'Allemagne, c'est là une différence très considérable! Mais aujourd'hui, nous ne luttons pas pour reconquérir une situation de puissance mondiale; nous avons à combattre pour l'existence de notre patrie, pour l'unité de notre nation et pour le pain quotidien de nos enfants. Si, tirant la conclusion de ces prémisses, nous cherchions les alliés que peut nous offrir l'Europe, il ne reste que deux États : l'Angleterre et l'Italie. » (P. 699.)

* * *

« *Les limites des Etats sont créées par les hommes et changées par les hommes.* »

Si un peuple a réussi à acquérir un territoire démesuré, il n'existe aucune obligation supérieure d'admettre pour toujours cette acquisition. Elle démontre simplement « la force du conquérant et la faiblesse de la victime ». Si le peuple allemand se trouve enfermé dans un territoire impossible, ce n'est donc pas par un arrêt du destin, et le fait de s'insurger là-contre ne constitue pas davantage une violation de ce destin.

« De même que nos ancêtres n'ont pas reçu du ciel le sol où nous vivons aujourd'hui, mais ont dû le conquérir en exposant leurs vies, de même, dans l'avenir, ce n'est pas la grâce « raciste » qui donnera à notre peuple le sol, et avec lui, les moyens d'existence, mais la seule puissance d'une épée victorieuse. » (P. 741.)

L'épée victorieuse ayant été proclamée instrument d'acquisition territoriale, la phrase suivante nous ramène aussitôt à la France. Un règlement de comptes avec ce pays — et cela ne peut vouloir dire que la guerre — est indispensable pour cette acquisition.

« Autant nous sommes tous aujourd'hui convaincus de la nécessité d'un règlement de comptes avec la France, autant celui-ci demeurerait inefficace dans son ensemble si nos visées de politique extérieure s'arrêtaient là. Il ne peut avoir de sens que *s'il sert à couvrir nos arrières pour l'extension du territoire dont notre peuple a besoin pour vivre en Europe.* Car la solution du problème n'est pas dans l'acquisition de colonies, mais exclusivement dans le gain d'un territoire de peuplement augmentant la superficie même de la métropole. En outre, non seulement on assurera par là l'intime solidarité des nouveaux colons avec la métropole, mais on procurera à l'ensemble du territoire les avantages dus à sa grandeur et à son unité. » (P. 741.)

Le règlement de comptes avec la France est donc indispensable pour l'extension du territoire allemand. Mais s'agit-il d'acquérir de nouvelles terres à l'Ouest? Nullement! Ce règlement ne vise qu'à « couvrir les arrières de l'Allemagne », en vue d'acquisitions de nouveaux territoires... à l'Est.

Cette préparation de haute stratégie politique est exposée de la manière suivante :

« Nous autres, nationaux-socialistes, nous mettons délibérément le point final à l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre. *Nous commençons là où l'on a fini il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le Sud et vers l'Ouest de l'Europe et nous jetons nos regards vers les pays de l'Est.*

« Nous mettons un terme à la politique coloniale et commerciale d'avant-guerre et nous inaugurons la politique territoriale de l'avenir. » (P. 742.)

Cette proclamation solennelle imprimée, comme tant d'autres,

en caractères espacés qui en soulignent l'importance se termine par une phrase plus simple, composée en caractères ordinaires, mais qui n'en est pas moins nette :

« Si nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne pouvons penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes qui lui sont soumis. » (P. 742.)

Nous voilà donc arrivés au sujet que les considérations précédentes de l'auteur avaient pour but de préparer : « Les rapports de l'Allemagne avec la Russie. » Comme il est dit au début du chapitre : *Orientation à l'Est ou politique de l'Est*, ce sujet « doit être examiné d'une façon particulièrement attentive ». Son examen, comme on le voit, aboutit tout simplement à conclure que l'on doit « acquérir » en Russie et dans les pays limitrophes le territoire indispensable à l'avenir de l'Allemagne. « Le destin lui-même, affirme M. Hitler, semble vouloir nous le montrer du doigt. » Le destin, car c'est lui qui a « livré la Russie au bolchevisme » et lui a ravi « cette couche d'intellectuels qui fonda et assura jusqu'à ce jour son existence comme État. »

En effet, comment a été créé l'État russe ?

« L'organisation d'un État russe n'a pas été le résultat des aptitudes politiques du slavisme en Russie, mais bien plutôt un exemple merveilleux de l'action créatrice de l'élément germanique au milieu d'une race inférieure. » (P. 742.)

Adolf Hitler fait observer ici que bien des peuples inférieurs, grâce à des organisateurs germaniques, sont devenus des États puissants et le sont restés « aussi longtemps que s'est maintenu le noyau de la race créatrice de l'État ». (P. 742.) En Russie, le noyau germanique des couches supérieures peut être considéré actuellement comme anéanti : « Le juif, déclare l'auteur, a pris sa place » (p. 743). Et, dès lors, on est en présence d'une situation qui manifestement était très désirable pour l'Allemagne. Le Russe est incapable de secouer par ses propres moyens le joug des juifs et le juif est incapable de « maintenir, à la longue, le puissant État » ; celui-ci est donc « mûr pour l'effondrement » :

« Nous avons été élus par le destin pour assister à une catastrophe qui sera la confirmation la plus formidable de la justesse des théories racistes. » (P. 743.)

En d'autres termes, pour M. Adolf Hitler, le bolchevisme et le juif, par ailleurs si honnis, sont cette fois, sans aucun doute, les instruments du destin qui permettront à l'Allemagne d'acquérir de vastes territoires à l'Est.

La conquête des territoires du grand Empire de l'Est nécessaires à l'Allemagne et l'esprit de cette conquête sont dès lors énoncés dans les termes suivants :

« Notre tâche, la mission du mouvement national-socialiste consiste à amener notre propre peuple à ces conceptions politiques qui lui feront voir son avenir non dans les enivrantes impressions d'une nouvelle campagne d'Alexandre, mais dans le travail laborieux de la charrue allemande à laquelle le glaive doit seulement donner la terre. » (P. 743.)

Si un homme politique se représente les « rapports avec la Russie » de telle sorte que la Russie doive s'effondrer, que le glaive allemand doive entrer en action et la charrue faire le reste, il va de soi qu'à ses yeux une alliance germano-russe est hors de question, aussi bien pour l'Allemagne que pour la Russie. Néanmoins, Adolf Hitler se donne la peine, en approfondissant la question, d'opposer aux partisans d'une telle alliance toute une série d'arguments.

Il fait particulièrement valoir qu'une guerre menée en commun contre l'Ouest par une Allemagne et une Russie alliées aboutirait

militairement à des conséquences catastrophiques ; mais, ce qui est plus important pour le lecteur, c'est d'obtenir en l'occurrence une nouvelle définition de ce que l'auteur de *Mein Kampf* entend par alliance :

« Que l'on n'objecte pas qu'en faisant une alliance avec la Russie il n'y aurait pas lieu de penser tout de suite à une guerre, ou que, dans ce cas, l'on pourrait se préparer à fond pour cette éventualité. Non ! Une alliance dont le but n'est pas l'intention de faire la guerre est dénuée de sens et de valeur. On ne s'allie que pour se battre. Et même si le règlement de comptes est encore lointain au moment où l'on conclut l'alliance, la cause profonde de cette alliance est néanmoins la perspective d'une complication militaire. » (P. 749.)

Après toute une série d'autres arguments, émaillés d'invectives violentes contre les « maîtres actuels de la Russie » (p. 750), on revient à la raison capitale de l'antagonisme germano-russe désirée par Adolf Hitler : l'Allemagne a besoin d'acquérir de nouveaux territoires avant que les grands États ne se consolident. Cette idée est exprimée sous une forme très pittoresque :

« Si, avant la guerre, refoulant toutes sortes de sentiments, on aurait pu marcher avec la Russie, aujourd'hui la chose n'est plus possible. L'aiguille a tourné à l'horloge de l'histoire et l'heure va sonner où notre destin se décidera d'une manière ou d'une autre. La consolidation, qui est le fait actuel de tous les grands États mondiaux, nous avertit une dernière fois de rentrer en nous-mêmes, de ramener notre peuple du monde des rêves dans la dure réalité, et de lui montrer la voie qui, seule, peut conduire le vieux Reich à un nouvel épanouissement. » (P. 753.)

La grande occasion est manifestement imminente :

« Si le mouvement national-socialiste, en présence de cette tâche capitale, renonce à toute illusion et n'obéit plus qu'à la raison, la catastrophe de 1918 peut devenir un jour un bienfait immense pour l'avenir de notre peuple. » (P. 753.)

Ces phrases révèlent en toute franchise l'essence de la nouvelle orientation diplomatique préconisée par le champion du Troisième Reich. Ce n'est pas à l'état de choses de 1914 qu'il faut revenir ; on doit exploiter la catastrophe de la Grande Guerre pour tendre à des buts plus grandioses :

« C'est effondrement, continue l'auteur, peut amener en effet notre peuple à une orientation toute nouvelle de sa politique étrangère ; mieux consolidé à l'intérieur par ses conceptions nouvelles, il peut arriver aussi, à l'extérieur, à stabiliser définitivement sa politique. » (P. 754.)

L'Allemagne reçoit ainsi, suivant l'expression même du futur chancelier, un « testament politique ». Il importe de le reproduire ici en entier :

« Ne permettez jamais que se forment en Europe deux puissances continentales. Dans toute tentative d'organiser aux frontières de l'Allemagne une deuxième puissance militaire — ne serait-ce que sous la forme d'un État susceptible d'acquérir une telle puissance — voyez une attaque contre l'Allemagne et considérez que c'est non seulement votre droit, mais aussi votre devoir d'empêcher, par tous les moyens et au besoin par les armes, la constitution d'un tel État. S'il existe déjà, détruisez-le. Veillez à ce que la source de la puissance de notre pays soit non pas dans des colonies, mais en Europe, sur le sol de la patrie. Ne croyez jamais à la sécurité du Reich tant qu'il n'aura pas pu donner, pour des siècles, à chaque rejeton de notre peuple, sa propre parcelle de territoire. N'oubliez jamais que le droit le plus sacré en ce monde est le droit à la terre que l'on veut cultiver soi-même et que le plus sain des sacrifices est celui du sang versé pour elle. » (Pp. 754-755.)

On comprend qu'après l'énoncé de ce programme l'auteur éprouve le besoin de revenir encore une fois sur son système d'alliances, dont doit dépendre, en fin de compte, la réalisation de cette grande œuvre. Conformément au caractère de son programme, ce qui l'intéresse surtout à cet égard, c'est naturellement la valeur *militaire* d'une alliance germano-anglo-italienne. Qu'un rapprochement avec l'Angleterre et l'Italie puisse amener la guerre — et, d'après l'ensemble du texte, il faut entendre par là une guerre prématurée — c'est un danger que l'auteur de *Mein Kampf* ne prend pas au sérieux. Il espère, au contraire, que ses plans se dérouleront sans complications :

« La seule puissance qui éventuellement pourrait prendre position contre l'alliance, la France, ne serait pas en mesure de le faire. Donc l'alliance donnerait à l'Allemagne la possibilité de procéder en toute tranquillité aux préparatifs qui, dans le cadre d'une telle coalition, devraient être pris de toute façon en vue du règlement de comptes avec la France. Car l'essentiel, dans une alliance de ce genre, c'est que non seulement l'Allemagne ne soit pas exposée subitement, dès sa conclusion, à une invasion ennemie, mais encore que s'écroule d'elle-même l'alliance adverse, cette « Entente » qui nous a causé un mal infini; afin que l'ennemi mortel de notre pays, la France, tombe dans l'isolement. » (P. 755.)

M. Adolf Hitler se complait à décrire les avantages que l'alliance anglo-germano-italienne offrira à l'Allemagne au point de vue stratégique, pour le ravitaillement en matières premières et en vivres, et pour l'ensemble de ses possibilités techniques. Quant à la réalisation de cette alliance, aucun doute sérieux ne traverse son esprit. La possibilité d'une politique d'alliance fructueuse organisée par... la France, ou même par la Russie, n'existe pas aux yeux du futur chancelier. Ce qui lui importe surtout, c'est que l'Allemagne elle-même se rende bien compte des perspectives qu'il lui propose et qu'elle dirige « son action avec une sage maîtrise de soi ». C'est dans cet esprit que la doctrine du Troisième Reich est encore une fois exposée en formules pleines de confiance et de puissance :

« C'est n'est pas l'orientation à l'Ouest ou à l'Est qui doit être le but de notre politique extérieure, mais bien une politique de l'Etat dans le sens de l'acquisition de la glèbe nécessaire à notre peuple allemand. Mais comme il faut pour cela avoir la force, comme l'ennemi mortel de notre peuple, la France, nous étrangle impitoyablement et nous enlève la force, nous sommes tenus de faire tous les sacrifices qui contribueront à ruiner les tendances de la France à l'hégémonie en Europe. Est aujourd'hui notre allié naturel tout pays qui, comme nous, trouve insupportable la volonté d'hégémonie de la France sur le continent. *Aucune démarche auprès d'un tel pays ne doit nous sembler trop dure ni aucun renoncement impossible si nous sommes finalement en mesure d'abattre l'ennemi qui nous hait si rageusement.* Et nous pourrions laisser le temps guérir tranquillement nos blessures légères quand nous aurons cautérisé et fermé les plus graves. » (P. 757.)

Dans le dernier chapitre du livre (chap. XV) intitulé « *Le droit de légitime défense* », où sont dénoncés les plans traditionnels de la France visant à la destruction de l'Allemagne ainsi que l'absurdité de la politique allemande d'après-guerre, Adolf Hitler déclare enfin avec une force toute particulière qu'on ne saurait considérer le conflit éternel entre la France et l'Allemagne sous le seul aspect d'une « défensive allemande contre l'agression française », parce qu'alors il ne serait jamais tranché et que l'Allemagne perdrait de siècle en siècle des positions les unes après les autres :

« C'est seulement lorsqu'on aura bien compris en Allemagne qu'il ne faut plus laisser la volonté de vivre de la nation s'étioler

dans une défense purement passive, mais qu'on doit rassembler toutes les énergies pour une explication définitive et active avec la France, et mettre dans la balance, pour cette lutte décisive, les objectifs essentiels de la nation allemande, c'est alors seulement qu'on pourra mettre un terme à la lutte éternelle et si stérile entre nous et la France; mais cela implique que l'Allemagne ne voie dans l'anéantissement de la France qu'un moyen de donner enfin à notre peuple, sur un autre théâtre, toute l'extension possible. Nous sommes aujourd'hui quatre-vingts millions d'Allemands en Europe! Mais on ne pourra considérer notre politique extérieure comme bien conduite que si, en moins de cent ans, *deux cent cinquante millions d'Allemands peuvent vivre sur ce continent, non pas entassés à la manière des coolies des usines du Nouveau Monde, mais comme des paysans et des ouvriers qui gagnent leur vie par leur labour.* » (Pp. 766-767.)

Tel est le programme de politique extérieure que le Führer et chancelier du Troisième Reich a exposé il y a dix ans comme chef de parti, dans son livre *Mein Kampf*. Ce programme fut publiquement défendu par lui et ses amis jusqu'à l'avènement du nouveau régime. Il constitue, comme on le voit, le plus curieux mélange d'idées géniales, de formules saisissantes et d'imagination sans frein. Il était déjà connu, pendant les dernières années du régime républicain, dans les milieux les plus étendus. Il fut accueilli comme un message de salut par les masses juvéniles appartenant au mouvement national-socialiste, qui, comme tous les Allemands, souffraient des misères de la défaite et des difficultés extérieures de la période d'après-guerre, mais n'avaient ni expérience, ni connaissances historiques, ni sens critique. Dans l'imagination des foules malheureuses, mais capables d'enthousiasme, les doctrines hitlériennes jouaient en partie, comme programme d'avenir, le rôle que le programme socialiste avait auparavant joué, dans l'imagination du prolétariat mondial. Dans les milieux cultivés du pays, principalement chez les politiciens professionnels au pouvoir, dans le Parlement et dans la presse, on se contenta d'accueillir la doctrine d'Hitler avec un sourire de mépris. Quant à l'étranger, il considéra les thèses de *Mein Kampf* à peu près du même point de vue qu'avant la guerre les écrits du général Bernhardi; il chercha bien, parfois, à les utiliser aux fins de sa propagande; mais en réalité il ne parvint pas à les prendre au sérieux en fonction de la politique extérieure de l'Europe.

Or, l'auteur de ces thèses extraordinaires devenait soudain non seulement le chancelier, non seulement le dictateur du Reich, mais le chef absolu de la politique extérieure allemande. Dans le domaine de la politique intérieure, tous les chapitres de *Mein Kampf* reçurent l'un après l'autre un commencement d'application pratique; et l'on ne tarda pas à constater que, partout où une possibilité s'offrait, *ses théories de politique extérieure*, elles aussi, inspiraient l'action du Troisième Reich. Quand elles ne se manifestaient pas visiblement, c'était parce que, en raison de leur caractère même, elles ne devaient pas encore se monter au grand jour, ou bien parce que les difficultés rencontrées par l'homme d'État étaient plus considérables que ne l'avait soupçonné l'auteur du livre. Mais il n'en est pas moins vrai que, dès les premiers actes concrets du nouveau Reich, on vit se dessiner nettement, parfois comme des rêves, parfois comme des réalités, les lignes directrices de la nouvelle doctrine : recherche de l'alliance avec l'Italie; sollicitations adressées à l'Angleterre; brouille de plus en plus marquée avec la France; rupture avec la Russie; tentative brusquée pour inaugurer l'ère nouvelle par la réalisation, préconisée dès le début du livre, de l'Anschluss; recherche de nouveaux amis dans le monde, si extraordinaires qu'ils puissent être; départ de la S. D. N.; accélération du rythme des armements et, surtout, tendance très nette à faire, dans l'intérêt du grand rêve... des sacrifices tout à fait réels.

Le chancelier du Reich restait fidèle à la doctrine du fondateur du parti.

Le 2 août 1934, exactement vingt ans après le début de la guerre mondiale dont le souvenir hantait tous les esprits, à un moment où la situation de l'Allemagne dans le monde apparaissait comme particulièrement précaire, mourut à Nedeck, en Prusse Orientale, — au delà du couloir polonais — le président du Reich, Paul von Hindenburg.

La veille de la mort du maréchal, Adolf Hitler réunit le Conseil des ministres et fit doubler ses fonctions de chancelier par celles de chef d'État et ce pour une période illimitée. Il fut confirmé dans ce nouveau rôle, quelques semaines plus tard, par un de ces plébiscites dont les dictateurs ont le secret. Désormais il n'y eut plus en Allemagne qu'une seule autorité responsable de la politique extérieure du Reich : l'auteur de *Mein Kampf*.

Adolf Hitler représentait seul le Reich devant l'étranger. Lui seul pouvait nommer ou renvoyer le ministre des Affaires étrangères et les ambassadeurs. Lui seul commandait l'armée allemande. L'homme qui avait établi les doctrines de politique étrangère que nous venons d'examiner devenait le maître de la paix et le seigneur de la guerre (1).

MAX BEER.

(Traduit de l'allemand par ANDRÉ PIERRE.)

Marguerite d'Autriche

Il est impossible de parcourir l'histoire des Pays-Bas au commencement du XVI^e siècle sans y rencontrer à tout bout de champ Marguerite d'Autriche. Elle y est vraiment la dame du logis. Qu'il s'agisse des arts ou des lettres, de la politique ou de l'administration, on y retrouve partout les traces de son passage. Et si l'on songe aux vicissitudes extraordinaires que le sort a infligées à cette femme demeurée malgré tout si active et si vivante, on comprendra qu'elle ait séduit presque tous ceux qui se sont occupés d'elle.

L'auteur de ce livre avait les meilleures raisons du monde de ne pas échapper à ce charme. Nulle part, en effet, le souvenir de Marguerite n'est resté plus prenant que dans ce cabinet de manuscrits de la Bibliothèque royale de Bruxelles auquel M^{lle} de Boom est attachée depuis de longues années. Elle y a vécu, pour ainsi dire, dans la « librairie » de la duchesse dont tant de précieux débris, livres enluminés, chansons, poésies de toute sorte, tracées parfois de la main même de Marguerite, s'y sont conservés jusqu'à nos jours. Tout cela, elle l'a lu avec piété, mais aussi avec cette curiosité alertée par la critique qui est le propre de l'historien. Et, en bon historien encore, ayant commencé par l'analyse, elle a abouti à la synthèse. Aux nombreux articles qu'elle a consacrés à l'étude des manuscrits et de l'iconographie de Marguerite, elle a voulu donner comme couronnement cet ouvrage, fruit de patientes, difficiles et pénétrantes recherches. Et elle avait le droit, après sa longue intimité avec une personnalité si attachante, d'en vouloir raconter la vie, dépeindre le caractère et expliquer le rôle. Elle l'a fait avec une érudition joliment animée de la sympathie que

(1) Pages extraites d'un volume à paraître prochainement chez Grasset, à Paris.

lui inspire son sujet. Et personne ne songera à lui reprocher d'avoir peut-être, çà et là, embelli son portrait, s'il est vrai que, pour bien comprendre un personnage, il faut l'aimer (1).

HENRI PIRENNE,
de l'Académie royale de Belgique.

La mort de Marguerite d'Autriche

A l'aube du 1^{er} décembre 1530, une funèbre nouvelle vint répandre le deuil dans le palais et la ville de Malines : Madame est morte ! Depuis le 20 novembre, elle souffrait d'un accès de fièvre « pour ce que les humeurs de sa jambe montoient en haut ». Une vieille plaie s'était enflammée, sans doute, car, déjà en 1527, le chirurgien Pierre Desmaitres soignait Marguerite d'Autriche pour « certaine blessure qu'elle avoit en l'une des jambes ». En juillet 1529, pendant les négociations de la Paix des Dames, le même chirurgien, alors à Bruges, fut mandé d'urgence afin qu'il « se transportast à Cambrai pour curer ung accident qui estoit venu au piet de madicte dame » (2). Cette fois, malgré les sept médecins penchés à son chevet, en dépit d'une amélioration passagère, le mal fit de rapides progrès. Dès le 28 novembre, Charles-Quint, alors à Spire, fut averti par Antoine de Lalaing, le fidèle chevalier d'honneur, de l'inquiétante faiblesse de la malade. Le 30, une procession éplorée suivait le Saint-Sacrement, à travers les rues de Malines, pour obtenir le miracle de sa guérison (3). Car la situation était désespérée : « le doute de sa mort excède l'espoir de sa vie », comme le manda le même comte d'Hoogstraeten à l'Empereur. « L'on a pourveu, ajouta-t-il, qu'elle a esté (confessé) et est administrée de sa conscience pour actendre le bon plaisir de Dieu » (4). L'attente funèbre ne fut pas longue : entre minuit et 1 heure, après avoir remis le gouvernement des Pays-Bas au comte d'Hoogstraeten, Marguerite mourut, probablement de la gangrène, car « le feug s'est mis en sa jambe et incontinent est monté au corps » (5). Deux estampes du XVI^e siècle, gravées par le célèbre artiste Nicolas Hogenberg, auteur de la magnifique *Entrée de l'Empereur à Bologne*, nous donnent une dernière vision de l'illustre gouvernante. L'une évoque l'heure de la mort : dans une chambre ornée seulement de quelques armoiries et tableaux de piété, sur un lit à baldaquin, Marguerite agonise, soutenue par ses femmes en pleurs. Cette main qui tint les rênes de l'État avec tant de fermeté peut à peine saisir le crucifix et le cierge mortuaire que lui tend un père récollet. Agenouillés

(1) Ces lignes serviront de préface au livre sur *Marguerite d'Autriche-Savoie et la Pré-Renaissance* par M^{lle} Ghislaine de Boom, qui paraîtra prochainement, et dont nous publions quelques pages inédites.

(2) Archives du Nord, B. 2339, cité par M. Bruchet : *Marguerite d'Autriche, duchesse de Savoie*, p. 181, note 1.

(3) H. CONINCKX : *Marguerite d'Autriche commémorée* (Bulletin du Cercle Archéologique, Littéraire et Artistique de Malines, 1907, t. XVII, p. 122).

(4) Lettre d'Antoine de Lalaing à Charles-Quint du 30 novembre 1530, publiée par Gachard : *Op cit.*, t. I, p. 292.

(5) Lettre d'Antoine de Lalaing et de Jean de Carondelet à Charles-Quint du 1^{er} décembre 1530. Publié par Gachard : *Analectes Belges*, t. I, p. 380 (Bruxelles, 1830). Cf. *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, t. I (1887), p. 140. Ces documents d'archives réduisent au rang de légende le pittoresque récit, propagé au XVIII^e siècle par les moines de Brou : Marguerite aurait été blessée accidentellement par des bris de verre et aurait succombé à la suite d'une trop forte dose d'opium pendant l'amputation de sa jambe. Voir LE GLAY, *Correspondance de Maximilien et de Marguerite d'Autriche*, t. I, notice, p. 456, BAUX : *Histoire de l'église de Brou*, pp. 112 à 115.

au chevet funèbre, ses familiers sont plongés dans le recueillement et la désolation. Le caractère dramatique de l'agonie contraste avec la paix auguste de la morte telle que la représente notre seconde estampe. Dans la même chambre austère, la princesse est exposée en grand appareil, veillée par les prières des prêtres et des demoiselles d'honneur. La foule se presse pour contempler une dernière fois sa bien-aimée gouvernante. Au premier plan, un vieillard montre la princesse à un enfant, comme pour inculquer à cette jeune âme un grand souvenir (1). Cette noble vie se résume éloquemment dans la dernière lettre à Charles-Quint où s'exhale toute la résignation de la chrétienne, toute la tendresse respectueuse de la mère adoptive, toute la dignité consciencieuse de la princesse, attentive jusqu'au bout aux soins du gouvernement et au bien-être de ses sujets :

« Monseigneur,

» L'heure est venue que ne vous puis puis plus escrire de ma main car je me trouve en telle indisposition que doute ma vie estre briefve. Pourveue et reposée de ma conscience et de tout resoluë à recevoir ce qu'il plaira à Dieu de m'envoyer sans regret quelconque, réserve de la privation de vostre présence, et de non vous pouvoir veoir et parler à vous encoire une fois avant ma mort, ce que (pour la doute que dessus) suppleray en partie par ceste mienne lettre, que crains sera la dernière qu'aurez de moy. Je vous ay institué mon héritier universel seul et pour le tout, aux charges de mon testament, l'accomplissement duquel vous recommande. Vous laissez vos pays de pardeça, que durant vostre absence n'ay seulement gardé, comme les me laissâtes à vostre partement, mais grandement augmentez, et vous rends le gouvernement d'iceulx, ou quel me cuyde estre lealement acquittée. et tellement que j'en espère rémunération divine, contentement de vous, monseigneur, et gré de vos subjects; vous recommandant singulièrement la paix, et par especial avec les roys de France et d'Angleterre. Et pour fin, vous supplie, monseigneur, que l'amour qu'il vous a pleu pourter au povre corps soit mémoire du salut de l'âme, et recommandation de mes povres serviteurs et servantes, vous disant le dernier à Dieu, ou quel je supplie, monseigneur, vous donner prospérité et longue vie. De Malines, le dernier jour de novembre 1530.

» Vostre très humble tante,
» MARGUERITE (2). »

Ces mêmes sentiments inspirèrent le testament de 1508 et le codicille de 1530 (3). Marguerite légua la totalité de ses biens à son neveu bien-aimé, l'empereur Charles V, qui, malgré son ingratitude juvénile, resta toujours la tendresse et la gloire de ce cœur vraiment maternel. Conformément aux traditions qui fondèrent la puissance des grandes familles, les autres enfants de Philippe le Beau ne reçoivent guère qu'un souvenir d'affection : le cadet Ferdinand, roi de Bohême et de Hongrie, « une de ses meilleures bagues », et Marie, veuve de Louis de Hongrie, sur l'ordre de Charles V, peut-être d'après les désirs oraux de la défunte, hérita de la splendide librairie de cette tante dont elle devait maintenir dignement l'œuvre politique et artistique.

Les derniers vœux politiques de la gouvernante visèrent à l'union, à l'indépendance et à la prospérité des Pays-Bas. La dernière héritière des Grands Ducs d'Occident supplie Charles-Quint « pour non abolir ce nom de la maison de Bourgogne » que « soyent annexés unis et joints les dits pays de par deça et

ledit comte de Bourgogne, perpétuellement et à tousjours sans en faire aucune séparation ou division ». La négociatrice du traité de Cambrai, la Mère de la Paix, comme l'appelle Cornelius Agrippa, supplia l'Empereur « vouloir pour le bien universel de chrestienté et sureté de son Estat, entretenir, garder et observer la paix et amitié avec les roys de France et d'Angleterre ». Vœu bien inefficace, hélas! qui aurait été la devise tutélaire de la malheureuse Belgique éternel champ de bataille de l'Europe. Mais les graves soucis du gouvernement n'épuisent point les sollicitudes dernières de la princesse : de même qu'elle veille aux destinées des peuples, elle reste attentive au bien-être de sa maison : « veut et ordonne madite Dame que tous ses anciens serviteurs, servantes, officiers, domestiques soient pourvus sur les biens qu'elle délaissera en récompense de leurs services raisonnablement pour vivre le reste de leur vie... et par dessus la récompense elle prie très humblement le dit Seigneur Empereur les vouloir avoir pour recommandés ».

Ce testament révèle aussi la croyante, préoccupée du salut de son âme. A côté de milliers de services religieux, elle multiplie les legs pieux : « toutes les saintes reliques et toutes autres images de Saints et de Saintes » — chefs-d'œuvre, pour la plupart, des plus grands artistes connus — seront remis au couvent de Brou; elle contribuera à la restauration de l'église Notre-Dame, à Bourg, pourvoit à l'entretien des sœurs de Sainte-Claire, de l'Hôpital-Dieu et de la maladrerie de Bourg ainsi qu'à l'hôpital de Malines. En aumônes directes, la gouvernante ordonne la distribution aux pauvres, au jour de sa mort et de son enterrement, de douze cent livres tournois et, en souvenir peut-être de propre bonheur conjugal, elle dota de cinquante florins livres tournois « cent jeunes filles pucelles, prestes à marier » du pays de Bresse et du comté de Bourgogne.

Enfin, le testament réglait minutieusement les cérémonies funèbres. Conformément à ces dispositions, le corps, enveloppé d'un drap armorié, fut déposé en la chapelle du palais de Malines, où il reposa pendant un mois et demi environ. Tous les prêtres et religieux du dit lieu furent convoqués pour réciter le Psautier, les Vigiles des morts et autres suffrages et oraisons accoutumées. Et durant cette longue veillée funèbre, trois fois par jour, pendant quarante-cinq jours, toutes les cloches de la ville sonnaient le glas, pleurant, non seulement la perte de la gouvernante, mais encore le déclin de la petite capitale politique et artistique. D'ailleurs, jusqu'aux confins des Pays-Bas, trois fois le jour, pendant trois jours, la même sonnerie lugubre appelait tous les sujets à « prier Dieu pour le salut de l'âme de la dicte feuë Dame » en assistant, le second jour, aux vigiles des morts et le troisième, « à la grant messe avec les suffrages accoustumez ».

* * *

Des obsèques solennelles furent célébrées en la cathédrale de Saint-Rombaut, dont les vastes nefs étaient tendues de cent et sept aunes de drap noir, ornées d'armoiries peintes par Jean van der Wyet dit van Battele. Jehan Vermeyen, de Malines, exécuta aussi diverses « painctures de cottes d'armes et blasons » (1). L'ombre de la gouvernante semblait présider pour la dernière fois l'auguste cérémonie, où tous les membres de l'Etat communiaient dans son noble souvenir : le clergé régulier et séculier, la plus illustre noblesse en la personne des chevaliers de la Toison d'Or portant des torches ardentes, le magistrat de Malines, les membres du Grand Conseil et tous les corps de métiers. Enfin, suivant ses dispositions testamentaires, le corps fut transporté en l'église la plus proche, Saints-Pierre-et-Paul, par deux cents pauvres habillés de neuf « d'une robe et chapperon de drap noir » et portant « deux cents

(1) Bibl. roy. Cabinet des Estampes. Collection Hogenberg. Ces estampes paraissent des reproductions de tableaux légués aux Annonciades de Bruges. Bibl. roy. Ms. 15862. Probablement les peintures originales étaient-elles l'œuvre de Bernard van Orley. *Revue belge d'Archéologie et d'Histoire de l'Art*, 1932, t. II, fasc. I. Gh. DE BOOM et A.-J. DELIN : *Gravures concernant Marguerite d'Autriche*.

(2) GACHARD : *Analectes Belges*, pp. 378-379.

(3) Bibl. roy. Ms., 15865-66, pp. 1-21.

(1) HENNE : *Histoire du règne de Charles-Quint*, t. V, p. 85, n° 4.

torches de cire chascune de trois livres ». Pendant trois jours, les 16, 17 et 18 janvier, de multiples messes basses furent récitées par tous les prêtres et religieux de la ville, et les solennelles implorations des trois messes du Saint-Esprit, de Notre-Dame et de Requiem furent chantées par le clergé de la paroisse, les prélats et les abbés mitrés (1). Conformément aux mœurs de l'époque, ses restes furent partagés entre les lieux qu'elle avait spécialement aimés : Malines, son habituelle résidence, garda ses entrailles, qui, enfermées dans une urne de plomb, furent déposées dans le chœur de l'église Saints-Pierre-et-Paul, devant le maître-autel. Mais son corps et son cœur ne devaient point de si tôt trouver le lieu de leur repos. De même que la princesse vivante avait longuement erré sous les cieux de France, d'Espagne et de Savoie, ses restes mortels entreprendront de macabres pérégrinations. Ils quitteront la bonne ville de Malines, accompagnés jusqu'aux limites du territoire, par le magistrat et autres notabilités portant des flambeaux allumés. Le jeune prince de Danemark conduisait le deuil, accompagné de l'archevêque de Palerme, chef du Conseil privé, du comte de Buren et autres seigneurs de la maison de la défunte. A travers les plaines endeuillées par l'hiver, le convoi funèbre gagna Termonde, Gand, où il s'arrêta à l'église Saint-Michel, Eecloo et, enfin Bruges. La dépouille mortelle fut d'abord confiée au tombeau de Marie de Bourgogne en l'église Notre-Dame, qui garde encore ce beau monument de cuivre ciselé où s'épanouit le glorieux arbre généalogique dont Marguerite avait été la fleur suprême (2). Mais elle ne devait point y reposer longtemps près de sa mère, Marie de Bourgogne, et de son frère Philippe le Beau, dont elle-même avait fait ramener d'Espagne, en 1507, « le cœur pour le mettre et inhumer à mémoire perpétuelle en la sépulture de nostre très chère Dame et Mère » (3).

Le 22 janvier suivant, le corps fut transféré au couvent des Annonciades que Marguerite avait fondé à Bruges en 1615. Même, elle avait médité de s'y retirer, loin de ce monde dont elle avait connu toutes les grandeurs et toutes les vicissitudes. Aussi, lorsqu'elles déposèrent pieusement le corps de leur bienfaitrice, revêtu de l'habit religieux, dans le caveau creusé devant le maître-autel de leur chapelle, les « Sœurs rouges » semblaient réaliser cet ultime vœu (4).

Mais la gouvernante leur avait légué seulement son cœur qui, enlevé au tombeau de Marie de Bourgogne, leur fut solennellement remis, par ordre de l'Empereur, le 6 février 1532 (5). Son corps, même par delà la vie, appartenait à l'époux tant regretté, d'après les termes formels du testament : « voulons estre inhumée emprez le corps de feu nostre très chier Seigneur et Mary, le duc Philibert de Savoye » (6). Aussi, dès que les magnifiques tombeaux de l'église Saint-Nicolas de Tolentin, à Brou, près de Bourg-en-Bresse, furent terminés, le corps y fut solennellement transporté, accompagné des principaux officiers en grand deuil, sous la conduite d'Antoine de Lalaing, comte d'Hoogstraeten, le fidèle chevalier d'honneur de Marguerite. Le funèbre cortège, parti vers le milieu de mai 1532, fut reçu, en grand apparat, par le syndic de Bourg et les religieux de Brou. Pendant trois jours, les 10, 11 et 12 juin 1532, les obsèques furent célébrées dans cette belle église gothique, d'une si exubérante splendeur que la mort même dut y sembler

en fête. Et, après tout, n'était-ce pas, pour la veuve fidèle, la fête de la suprême réunion qu'elle avait tant désirée.

*Le temps m'est long et j'ay bien le pourquoy
Car un jour n'est plus long qu'une sepmaine
Dont je prie Dieu que mon corps tost ramainne
Ou est mon cœur qui n'est plus avec moi (1).*

Dans l'oraison funèbre, Frère Antoine de Saix, commandeur de l'abbaye de Saint-Antoine de Bourg, magnifie les vertus et les talents de la défunte, notamment « la subtile excellence de bien peindre qui estoit en nostre paragonne et primeraine femme ». D'ailleurs, il exalta la princesse avec plus de verve que de distinction, à en juger par cette savoureuse comparaison. Évoquant le souvenir de Marguerite d'Anjou, fille du roi René et femme d'Henri VI d'Angleterre, il ajoute : « mais au preis de ceste (Marguerite d'Autriche) il y a telle différence comme du jasement d'un gay (geuy) au doulx son de la harpe; la marjolaine n'a rien de commung au groing d'une truye, reverence saulve » (2). Ce discours de verve populaire contraste avec les pompeuses oraisons funèbres que les humanistes consacreront à leur grande protectrice. En la cathédrale de Malines, lors des obsèques solennelles, l'humaniste Corn. Agrippa de Nettesheim, eut recours à sa plus docte éloquence bien qu'il prétendit renoncer aux préceptes des rhéteurs pour n'écouter que l'inspiration de sa douleur (3). Dans la cathédrale de Cologne, Jean Fabri, en présence de Charles-Quint, exalta cette « Margarita, perle très précieuse d'un prix inestimable dont les incomparables vertus ont relevé les qualités de la femme à tel point qu'une si grande abondance de matières réduit l'orateur à l'impuissance » (4). Et Charles-Quint devait acquiescer à ces éloges, car, dans une lettre à sa sœur Marie de Hongrie, il déplorait non sans égoïsme impérial, « la perte que (nous) avons fayte et principalement moy qui la tenoys comme mère et pour la faute qu'elle me fayt au gouvernement des pays dont elle avoit la charge » (5).

D'ailleurs, cette grande mémoire reste indissolublement associée à celle de l'Empereur. Un curieux manuscrit, dont la reliure de cuir peint présente, sur l'une face, l'aigle bicéphale à l'écusson d'Autriche et de Bourgogne anciens, sur l'autre, les armoiries de Marguerite douairière de Savoie, sa devise et ses symboles, fait l'éloge des vertus de Charles-Quint, de Marguerite et de Charles III, duc de Savoie. Ce pompeux panégyrique donne à Marguerite un titre digne de passer à la postérité : « Une déesse sur les aultres, transcendante fontaine et abisme de vertus, digne de estre appelée Jardin de délices sans pareilles pour son élégance, de son temps bien nommée la Souveraine dame Marguerite » (6). Souveraine Dame, elle le fut vraiment, non seulement par la gloire de sa race et de ses unions, par l'éclat de son génie politique, mais aussi par l'immortel prestige de l'art et de la poésie.

GHISLAINE DE BOOM.
Docteur en philosophie et lettres.

(1) Bibl. roy. Ms. 10572. *Ballades de Marguerite d'Autriche*, fol. 35 v°.

(2) J. BAUX : *Histoire de l'église de Brou*, pp. 117-118. *L'Oratio funebris in exequis illustrissime principis Margerita... ab fratre Antonio Saxano... 1532* (S. I. n. d.) fut réimprimé par G. Paradin dans son *De Antiquo statu Burgundiae liber* (Bâle, 1555). Une traduction française, qu'on peut dater de 1532, a été réimprimée par Quinsonas : *Matériaux pour servir à l'histoire de Marguerite d'Autriche*, t. I, pp. 387 à 402. Le même Antoine de Saix célébra Marguerite dans son livre *le Blason de Brou* (Lyon, 1532).

(3) *Les Oraisons funèbres des Souverains des Pays-Bas au XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles*, t. I, p. 27 (Société des Bibliophiles de Belgique). *Oratio in funere Dive Margaritæ...* (Anvers, 1531). Agrippa avait dédié à Marguerite son traité : *De nobilitate et præcellentia feminei sexus declamatio* (Anvers, 1529).

(4) *Ib.*, t. I, p. 19. *Oratio funebris in illustrissimæ Dominæ Margarethæ... exequis coram invictissimo Carolo V...* par Doc. Joh. Fabri. (Probablement imprimé à Anvers, 1531). Cette première impression repose à la Bibliothèque royale. Fonds Van Hulthem, n° 26154.

(5) GACHARD : *Analectes Belges*, p. 382. Lettre du 3 janvier 1531.

(6) Bibl. roy. Ms. 6076, fol. 4 v°. Ce manuscrit porte l'ex-libris armorié de Marie de Hongrie.

(1) Bibl. roy. Ms. 1565-66. *Testament de Dame Marguerite d'Autriche, duchesse douairière de Savoie*, pp. 3-5; *Kort begriip van 't leven van Margarita, artsherginne van Oostenrijk*, p. 63.

H. CONINCKX : *Marguerite d'Autriche commémorée* (Bulletin du Cercle Archéologique, Littéraire et Artistique de Malines (1907-1908), p. 123). BRUCHET : *Marguerite d'Autriche*, p. 183, note 3. Coninckx fixe la date des obsèques aux 12, 13 et 14 janvier.

(2) Bibl. roy. Ms. 15865-66, fol. 63, v°. Cf. BRUCHET : *Marguerite d'Autriche*, pp. 183 et 163.

(3) Bibl. roy. Ms. 13173, fol. 75.

(4) Bibl. roy. Ms. 15865-66, fol. 63 v°.

(5) *Ib.*, fol. 65 v°.

(6) *Ib.*, fol. 3.

La réforme de l'enseignement moyen et la classe de philosophie

Tout le monde s'accorde sur l'urgence d'une réforme de l'enseignement moyen : professeurs, parents, élèves s'unissent pour honnir un régime dont le moins qu'on puisse dire est qu'il substitue la quantité à la qualité, la matière — en tous les sens du mot — à l'esprit. Qu'il s'agisse des humanités dites modernes ou des humanités anciennes, il est incontestable que les programmes, gonflés à l'extrême, ont pour fatale conséquence de nuire à la santé physique de nos enfants et, en noyant l'essentiel dans l'accessoire, de priver les connaissances enseignées de leurs fondements essentiels. Les causes d'un tel état de choses ont été souvent décelées : déformation de la notion d'« Humanités » où le culte de la science-à-la-portée-de-tout-le-monde remplace la formation de l'intelligence avec tout ce qu'une telle direction comporte de doigté, de bon goût, d'amour même, de la part du professeur ; nivellement de la hiérarchie des matières enseignées ; mise en circulation et emploi de manuels dits « adoptés » et dont la maladresse, sinon l'incohérence patente, est habilement camouflée sous une abondance de mauvais aloi ; envahissement de la fonction professorale par des candidats qui n'en voyaient que la situation (relativement) lucrative ; désordre de la pédagogie moderne qui prétend substituer des recettes d'enseignement au don ; afflux d'élèves dont le nombre submerge les possibilités normales d'enseigner du professeur, etc..., avec, au surplus, un mépris complet des autorités « compétentes » pour ce qu'on pourrait appeler la *finalité* de l'enseignement moyen. Cette *finalité*, qui relève de la formation de l'intelligence *spéculative* (1), a été, presque constamment, remplacée par l'*utilité*, qui relève de l'*action* et du *succès*. La confusion entre Humanités « modernes » ordonnées à des buts *pratiques* et à l'obtention des connaissances générales *utiles* pour telle ou telle carrière, et Humanités anciennes où doit dominer la constitution de l'*homme* en son être *spirituel* qui le fait proprement *homme*, n'a pas peu contribué à la dégradation et à la chute de l'enseignement moyen. Bref, si l'on voulait remonter au delà des causes prochaines de cette lamentable situation jusqu'à ses causes profondes d'ordre historique et philosophique, on trouverait infailliblement le goût pour la matière et pour l'inférieur qui est le grand péché moderne.

Parmi les remèdes proposés se trouve, en ordre initial, l'allègement des matières enseignées et, par voie de conséquence, la diminution du nombre des heures de cours. En théorie, rien ne semble plus aisé que supprimer ou diminuer par une loi le contenu de telle ou telle partie du programme. En pratique, on se heurte à la meute des « spécialistes » qui défendent, à grand fracas, l'hégémonie et l'utilité de leurs spécialités. Un tel obstacle est difficile à franchir. Mais peut-être est-il plus facile de le contourner.

A une seule condition : qu'on abandonne résolument le critère de l'*utilité*. Les véritables Humanités *ne servent à rien* : elles sont, comme leur nom l'indique, purement et simplement, ordonnées à elles-mêmes. Elles forment l'homme dans l'enfant. Or tout le monde (sauf peut-être certains germanistes avec lesquels il est néanmoins possible de discuter) est d'accord pour conférer une *valeur humaine* capitale à la *langue maternelle* qui est le véhicule de la pensée et qui, en fait, sauf le cas du bavardage incurable et

(1) Nous savons que tout cela apparaîtra comme très vague à ceux qui, par une incurable cécité, ne sont pas sensibles aux *idées*. Ce sont les mêmes qui subordonnent tout à l'*utile*.

de la glossolalie, se confond avec elle, — au *latin et au grec*, parce que notre civilisation européenne est ce qu'elle présente de stable et de définitif (sur quoi on pourra toujours bâtir d'autres constructions qui ne vaudront que par ces fondements), est de structure romaine et hellénique, — aux *mathématiques* qui manifestent la fécondité créatrice de l'esprit, constituent le substrat des sciences et, quoi qu'on dise, ne servent nullement — sinon quand on les comprend mal et on les durcit — à la formation du raisonnement, — à la *religion* (ou à la morale) (1) dont l'importance n'est contestée que par des incroyants définitivement obtus et qui, comme tels, n'ont pas voix au chapitre.

Tel est le premier degré de la hiérarchie des matières enseignées. *Tout le reste doit être dosé* : histoire, géographie, langues modernes, dessin, etc..., en fonction d'un horaire qui respecte à la fois la santé des élèves et le minimum de loisirs qu'ils sont en droit d'exiger pour leur développement personnel. Le cas des sciences doit être réservé.

On le voit : une des conditions, sinon la condition, d'un relèvement des études moyennes comme de l'allègement tant souhaité de leur programme, est leur *humanisation* foncière, c'est-à-dire le retour, pour employer une expression qui a fait fortune, au *primat du spirituel* (2). Il faut bien l'avouer également : les Humanités sont et doivent rester le privilège d'une aristocratie, la seule qui soit fondée d'ailleurs, celle de l'intelligence. Les facilités actuelles, conférées par divers organismes, ne peuvent qu'en ouvrir l'accès aux enfants issus des classes inférieures. En insistant sur la valeur spirituelle des cours enseignés, en exigeant des élèves la compréhension du *sens* de ce qu'ils apprennent plutôt que de l'*étendue* de leur savoir, on n'opposera sans doute qu'une très fragile barrière au flot envahissant du nombre des prétendants aux Humanités ainsi restaurées. Mais le remède ne dépend ici ni de l'enseignement ni de son statut légal. Il est du ressort d'un gouvernement soucieux de rendre au travail de l'ouvrier et de l'artisan — dont tant de parents veulent dispenser leurs enfants — une dignité qu'il a perdue, à la fois par la faute d'un capitalisme oppresseur et par celle d'un socialisme dont le principe de la lutte des classes n'est parvenu en fait qu'à embourgeoiser, dans tout ce que ce mot a parfois de pénible et de bas, la population ouvrière : on ne hait véritablement que ce qu'on désire être et que l'on n'est pas.

Il y a une contre-partie : il faut restituer aussi à la section moderne des athénées et collèges la destination *pratique* à laquelle elle est vouée dès le principe. Elle donne aux élèves qui s'y trouvent la possibilité d'exercer, dans la mesure la meilleure possible, la fonction *utile*, au sens matériel du mot, qu'ils ont librement choisie : *commerce, industrie, banque, etc...* Là aussi le principe des branches supérieures aux autres doit jouer, mais ce serait nous étendre au delà de notre sujet que d'en tracer le schéma abstrait.

Nous avons réservé le cas des sciences parce qu'il soulève un problème du plus haut intérêt. Le caractère le plus saillant de l'époque moderne est l'extension de la science *au détriment de la philosophie*. Descartes a été l'initiateur de ce mouvement dont il serait vain de remonter brutalement le cours. Mais on est en droit de se demander si cette constante historique du monde moderne n'a pas été défigurée et si sa direction n'a pas été complètement faussée, au détriment de la science elle-même, en passant dans l'enseignement moyen dont elle a envahi les programmes. L'intention de ce mouvement, son contenu spirituel, est que la science

(1) Ici il faudrait faire les plus expresses réserves : *telle qu'elle est actuellement enseignée* dans les athénées, la Morale est d'une indigence ridicule : sa *puérité* ne la sauve même pas.

(2) Telle quelle, la solution est évidemment sommaire. Il importe aussi et grandement, d'avoir de véritables *maîtres*. Mais comment avoir de bons professeurs si on ne leur inculque au préalable la conscience de la dignité de leur mission ? Il est clair, d'autre part, que nous n'invoquons ici que des principes généraux.

doit remplir le rôle de l'ancienne philosophie basée sur la métaphysique. Peu importe ici la fausseté ou la part de vérité que contient cette prétention. Il nous suffit de constater seulement que cet espoir de sauver l'homme et de bâtir une anthropologie parfaite là où l'ancienne métaphysique semblait avoir historiquement échoué, donne à la science une signification spirituelle et philosophique que l'enseignement moyen a totalement méconnue. On a gavé les programmes de sciences radicalement faussées par l'abus stupide du détail matériel, le seul qui fût d'ailleurs accessible à de jeunes enfants, du moment qu'on voulait leur donner une « culture » scientifique dès l'âge le plus tendre. C'est au fond cette aspiration confuse à sauver l'homme par la science qui a incité à la faire apprendre dès l'école primaire, sans apercevoir qu'on vidait alors la science de son contenu effectif pour n'en laisser que le schéma aux nervures extraordinairement compliquées. Pour notre part, ce n'est pas sans un effroi rétrospectif que nous nous rappelons ces cours de botanique, de zoologie, de chimie ou de physique, truffés d'énumérations infinies où le détail se juxtaposait au détail sans que jamais n'apparût cette synthèse salvatrice que nous espérons confusément...

Comment donc enseigner les sciences en gardant leur valeur formatrice, la seule qui importe en Humanités? En les enseignant en temps voulu, c'est-à-dire à un âge capable de les comprendre. Or aucun âge de la vie ne s'ouvre à l'ivresse de la connaissance désintéressée avec une telle plénitude que nos seize ou dix-huit ans. Brûlante émotion de notre première découverte de Darwin, de Bergson, de saint Thomas et de tant d'autres, alors que nous étions en pleine « Poésie », où êtes-vous?

Nous nous trouvons donc devant une exigence rationnelle : l'enseignement de la science à un âge qui correspond à la fin des Humanités, et devant un état de fait : la nécessité de décharger les programmes. Une solution unique s'offre : la création d'une classe supplémentaire couronnant la Rhétorique.

Cette classe, qu'on l'appelle hardiment *classe de philosophie*. Et qu'on y enseigne, comme matière directrice de toutes les autres, la Philosophie, ainsi qu'on le fait à peu près en France. C'est une honte pour la Belgique, si attachée d'autre part au développement de la science, ainsi qu'en témoignent ses multiples institutions, de mépriser, ou ce qui est pire, d'ignorer la Philosophie qui constitue pourtant le pôle auquel tendent, d'une manière confuse mais puissante, toutes nos connaissances authentiquement scientifiques. Sans faire intervenir ici l'argument national, sans rappeler l'efflorescence de la philosophie en Belgique au Moyen âge, il suffira de souligner que l'étude de la philosophie en Belgique est un luxe extrêmement onéreux puisqu'elle ne conduit à aucune carrière rétribuée (sauf les sept ou huit places de professeurs d'université) (1). Encore une fois, c'est le critère d'utilité qui a rempli ici son rôle néfaste : parce que la philosophie ne sert à rien, on l'a simplement ignorée dans le programme des Humanités. (Peut-être conviendrait-il aussi de faire intervenir un autre facteur : le désir de ne pas voir renaître les vieilles querelles religieuses.)

Il est superflu, d'autre part, d'insister sur cette fonction vitale de philosopher, inhérente à toute intelligence. On fait, a-t-on dit, de la métaphysique comme on respire. Nous ne voulons pas faire un plaidoyer *pro domo*. Il suffit de rappeler la valeur formatrice de la philosophie qui ne prétend, ni plus ni moins, que révéler à l'homme son mystère, celui du monde, et celui de leur double destinée. Comme telle, elle exige sa place au sommet des humanités.

On rétorquera que l'enseignement de la philosophie se fait dans les candidatures à l'université. Sans doute, mais c'est là, partiellement, un contresens. Le rôle de l'université n'est pas tant de former l'homme, comme les Humanités, que de lui inculquer les

connaissances supérieures nécessaires à l'exercice des carrières libérales, ou, en gros, de lui donner les moyens derniers de parvenir à être pleinement homme, dans ces carrières ou au delà et à côté de celles-ci, en s'appuyant précisément sur la base solide, bien que générale, construite par les Humanités.

La création de cette classe de philosophie aurait comme avantage de décongestionner les Humanités de la lourde et massive étreinte des sciences. Sans insister sur son programme encore hypothétique, elle contiendrait la philosophie en général, les sciences réduites à leur signification essentielle : leurs éléments et surtout leur structure générale, la signification des grandes hypothèses qu'elles renferment, dont l'étude est si passionnante (1). Puisque les Humanités habilite à l'université, on y enseignerait les langues vivantes en tant qu'elles rendent accessible la lecture des ouvrages scientifiques (2). On pourrait y adjoindre également l'histoire de l'art et de la musique en ses grandes lignes.

D'un autre côté, l'instauration d'une telle classe soulagerait l'enseignement de la philosophie à l'université d'impédiments qui rendent son influence quasi inopérante, sauf chez de rares sujets d'élite. Les jeunes gens entrent à l'université, démunis de toute connaissance de la philosophie : ils ignorent tout de l'abstraction qui est son atmosphère propre et du vocabulaire qu'elle utilise ; ils demeurent effarés — le terme n'est pas trop fort — devant elle, si bien que les années de candidature se passent sans que la philosophie ait pu leur paraître autrement que comme un jeu mortellement ennuyeux et difficile. De plus, le professeur est constamment pris entre le désir de se rendre compréhensible aux élèves et le devoir d'enseigner une vraie science, si bien que son cours doit ou revêtir un caractère sommaire et scolaire qui en dessèche la vie ou constituer un ensemble doctrinal qui charrie une sève dont la saveur paraît infailliblement amère aux lèvres qui la goûtent. On pourrait allonger encore les avantages qu'offrirait une classe de philosophie, mais il est inutile de prêcher dans le désert.

Il est temps cependant de mettre fin au scandale de la situation faite à la philosophie en Belgique. Dans un article récent du *Flambeau*, M. Decoster, un de nos meilleurs et de nos plus profonds métaphysiciens, a déjà plaidé pour une classe de philosophie (3). Pourquoi ne prendrait-il pas l'initiative de réunir ses collègues des quatre universités belges et de provoquer, par une action vigoureuse, en un moment où la réforme de l'enseignement moyen est à l'ordre du jour, la restauration d'une discipline spirituelle supérieure qui, depuis 1830, a toujours végété (4) en Belgique?

MARCEL DE CORTE,

Agrégé de l'Enseignement supérieur.
Assistant à l'Université de Liège.

(1) L'absence de « manuels » appropriés à cette tâche n'est pas en question. Il ne manque pas de savants capables d'en écrire : Nous songeons ici au chanoine Tilleux par exemple, ou encore (bien que nous condamnions sa philosophie, si tant est qu'il en ait une) à certains ouvrages de M. Marcel Boll. Nous ne soulevons pas ici la question de la place du latin et du grec en cette classe, cela nous entraînerait à l'examen de l'opposition entre Philosophie-Sciences et Philosophie-Lettres.

(2) Point capital : les élèves sortant de rhétorique et entrant à l'Université sont fort capables de dire en beaucoup de langues : « Paul est le frère de la tante de mon père », mais sont incapables de traduire la moindre phrase un peu abstraite d'allemand ou d'anglais.

(3) Bien des « vœux » platoniques ont été émis en ce sens, mais, hélas ! aucune action concertée...

(4) Le rayonnement philosophique d'un centre comme Louvain ne doit pas faire illusion : en fait, il ne touche qu'un très petit nombre de Belges qui considèrent la philosophie comme autre chose qu'un divertissement supérieur ou un supplément de culture.

(1) Universités de l'Etat, s'entend.

Les idées et les faits

Chronique des idées

« Une Jeanne d'Arc italienne : Mathilde, comtesse de Briey »

Le comte Renaud de Briey vient de publier un beau livre d'histoire à la gloire de la Grande Comtesse, comme disent les Italiens, Mathilde, duchesse de Toscane, que les chroniqueurs ont appelée la Débora italienne, que le peintre florentin Cimabué a représentée justement, en dépit de ses deux mariages avec Godefroid de Lorraine et Guelphe de Bavière, dont elle se sépara d'ailleurs légitimement, sous les traits d'une vierge habillée en guerrier, tenant d'une main une grenade, symbole de pureté, et conduisant de l'autre un cheval fougueux.

On ne s'offusquera pas si le comte de Briey, cet arrière-petit-cousin de Charlemagne, tient à honneur de rattacher la génération actuelle des Briey à la Grande Comtesse et à toute son illustre ascendance par cet Albert de Briey, qui est dit « de familia », peut-être synonyme de « de gente » de Mathilde. A cette fin conspirent tableaux généalogiques, dissertations en appendices, illustration documentaire où, après les miniatures antiques du vieux Boniface, marquis de Toscane, père de Mathilde, de Béatrix de Bar et Briey, mère de Mathilde, de la jeune Mathilde elle-même (XII^e siècle), apparaît la photo du comte Renaud se silhouettant sur les ruines du château de Briey.

S'il reste, après cela, des sceptiques, ils sont franchement déraisonnables. Il n'y avait nul danger au demeurant qu'en rapprochant la Grande Comtesse de ceux qui en descendent on risquât de la rapetisser, elle est d'une insurpassable grandeur.

Manifestement, elle fut suscitée par Dieu pour être, au tournant le plus périlleux de l'histoire de l'Eglise, l'auxiliaire du sublime Grégoire VII. Je ne crois pas qu'elle ait jamais été aussi menacée de disparaître, de se laïciser. Elle était frappée à la tête et au cœur, dans la hiérarchie, l'épiscopat et l'ordre sacerdotal par la monstrueuse investiture laïque, la simonie et la corruption, dite le nicolaïsme, du clergé.

Toutefois, dans le tableau préliminaire de la situation de l'Eglise au XI^e siècle, l'auteur aurait pu se dispenser, à mon avis, d'écrire : « L'imposition de la couronne impériale par le pape Léon III à Charlemagne avait donné un protecteur à l'Eglise, mais en même temps, un tuteur. La politique de Léon III amènera celle de Jean IX qui, en 904, en plein synode, rendit un décret interdisant d'élire un pape sans le concours des légats impériaux ».

Tout d'abord en 904, c'est le pape Sergius III qui règne (904-911). Puis le décret de Jean IX (898-900) n'a pas la portée que l'auteur lui attribue. C'est simplement pour obvier aux troubles qui souvent s'élevaient, à l'occasion, dans les sacres des Souverains Pontifes, que Jean IX a décrété que cette cérémonie — le sacre, non l'élection — se ferait désormais en la présence des légats impériaux. Enfin, rattacher de si loin que l'on voudra Henri IV, cette caricature d'empereur à Charlemagne, les odieux abus des investitures à la fondation du Saint-Empire romain, cela me paraît excessif. Il me semble aussi que l'auteur aurait pu faire l'économie des pages relatives à la papesse Jeanne — avec référence à un humoriste — puisqu'il est surabondamment démontré que c'est une fausse légende, qu'elle n'était pas encore en circulation en 1050 et qu'elle est donc dépourvue d'opportunité. Ne pas

trop s'émouvoir si déjà un saint Antonin de Florence n'ose pas éconduire la légende, bien qu'il ne paraisse pas d'ailleurs situer la papesse dans la série des papes véritables. Il se réfère au récit de Martin Polonus « s'il est exact » il n'y a, écrit-il, qu'à s'écrier avec saint Paul : « O profondeur ! Elle n'a du reste apporté aucun préjudice au salut de personne, parce que jamais l'Eglise ne fut sans son Chef, qui est le Christ. » Voilà la réaction d'un saint devant cette fable, pure fable, puisque entre la mort de Léon IV, 17 juillet 855, et l'élection de Benoît III, avant la fin juillet — c'est la supposition des légendaires — il n'y a pas possibilité d'insérer les deux ans et demi du règne scandaleux.

Mais ce qui est trop vrai, c'est que l'Eglise du XI^e siècle se dégradait tranquillement. L'investiture donnait de mauvais évêques, des gens attachés aux honneurs, à la richesse, vivant dans une dépendance humiliante devant les seigneurs et feudataires. L'Eglise, l'épouse du Christ, était esclave. La crosse, symbole de la dignité épiscopale, était au pouvoir des rois, des seigneurs, des empereurs germaniques surtout, maîtres en Allemagne et en Italie. Quelles luttes il a fallu pour leur enlever la crosse des mains ! Les rois vendaient les évêchés, les barons vendaient les cures aux plus offrants. Clergé simoniaque, clergé corrompu.

L'Eglise qui est faite pour produire la grâce divine, on l'exploitait pour lui faire produire l'argent. La plaie s'étendait, le glissement vers l'abîme ne s'arrêtait pas.

Enfin, se dressa le moine Hildebrand, fait pape malgré lui sous le nom de Grégoire VII. Il se dressa seul comme un mur d'airain contre le fléau qui débordait de partout. La lutte atteint son paroxysme dans le duel formidable qui s'engage entre le Pape et l'empereur Henri IV. Grégoire était une conscience délicate et impérieuse. Il était dévoré par la passion de la justice. Quand il monte sur le siège de saint Pierre, il a devant lui Henri IV, roi de Germanie à quinze ans, alors, en 1073, âgé de vingt-trois ans, avide, indomptable, pratiquant la simonie à caisse ouverte, investissant des évêques, créatures de sa politique. Grégoire essaya d'abord les moyens de conciliation, il fit à Henri des avances en vue d'un arrangement ou d'un concordat. Vains efforts. Le jeune roi trafiquait de plus belle et le sanctuaire se contaminait chaque jour davantage. Alors le Pape a pensé qu'au risque de briser l'unité de l'Eglise et de l'Etat, mieux valait la guerre que l'enlèvement dans l'abjection.

Autour de lui il n'y avait guère que lâchetés prêtes à toutes les trahisons. Dieu eut pitié de celui qui restait seul devant l'immensité de la tâche. Il lui donna une aide dans cette femme à la tête virile, au cœur d'acier, Mathilde, la duchesse de Toscane (1046-1115).

Corps et âme, richesses et puissance, elle se voue tout entière à la défense de la Papauté, elle ne respire que pour la cause sacrée de la liberté de l'Eglise.

Jeune fille de quinze ans, elle était en armes, avec Béatrix sa mère, cette âme royale, aux côtés de Godefroid le Barbu pour repousser de Rome cet évêque de Parme, Cadulus, que les Lombards, protégés par Henri IV, avaient choisi comme anti-pape.

Elle sera le bras droit de Grégoire IX dans les négociations du début de son règne que la duplicité de Henri devait si cruellement décevoir. Elle verra son mari passer à l'empereur et subir son châtement par une mort ignominieuse. Elle soutiendra le Pape à

travers toutes les péripéties de la lutte, elle bataillera pendant douze ans.

Cependant les événements marchent, la lutte devient tragique, le 27 avril 1075, au synode de Saint-Jean-de-Latran, où Henri avait été cité par Grégoire pour répondre des atrocités qu'il avait commises contre les Saxons, en riposte immédiate à la déclaration inouïe d'un clerc de Parme, Roland, émissaire de Henri qui sommait le Pape de descendre de son trône, Grégoire VII « au nom du Dieu tout-puissant porte défense à Henri de gouverner le royaume teutonique et l'Italie, délie tous ses sujets du serment de fidélité..., le charge d'anathèmes, afin que les peuples sachent, même par expérience, que tu es Pierre, que sur cette pierre le Fils de Dieu a bâti son Eglise et que les portes de l'enfer ne prévaudront pas contre elle ».

Le comte de Briey excelle à évoquer les scènes dramatiques et à en développer les conséquences.

D'autre part, il ne pouvait passer outre à ce terrible événement de la destitution de l'empire et il la justifie par le droit public du moyen âge.

En réalité « cette excommunication du roi de Germanie et de ses principaux partisans fut comme un coup de foudre qui, suivant l'expression de Bonizo, fit trembler le monde romain tout entier ». (Mourret.) Mais il est intéressant de constater que le Pape dans la bulle spéciale adressée au monde catholique pour exposer les motifs et la portée de cette condamnation, argue d'une triple infraction aux lois de l'Eglise : fréquentation des excommuniés, refus opiniâtre de tenir compte des avertissements, intention de créer un schisme. Mais il est remarquable que le Pontife, pour justifier l'annulation du serment de fidélité, sans préciser s'il invoque un pouvoir direct ou indirect, se fonde sur le pouvoir qui lui appartient *de par le Christ*.

Il y a là une nuance et même plus qu'une nuance qui m'a frappé depuis longtemps. Il n'empêche que le 20 juillet 1871, Pie IX a fait cette déclaration : « Le droit de déposer les rois a été, dans des circonstances extrêmes, exercé par les papes, mais il n'a absolument rien de commun avec l'infailibilité pontificale. Il était une conséquence du droit public en vigueur et du consentement des nations chrétiennes. Celles-ci reconnaissaient dans le Pape le juge suprême de la chrétienté et le constituaient juge sur les princes et sur les peuples, même dans les matières temporelles ». Et Pie IX ajoutait que telle n'était pas la situation présente et que, conséquemment, seule la mauvaise foi pouvait confondre des objets et des époques d'une telle différence : jugement infailible sur une doctrine et droit des Papes de juger les rois, quand le bien général l'exigeait.

Ne faut-il pas distinguer ici entre la racine dogmatique de ce droit compris dans l'amplitude des paroles du Christ, tout ce que tu lieras sur terre sera lié au ciel, tout ce que tu délieras sur terre sera délié dans les cieux », et l'exercice de cette prérogative variable suivant les temps et la mentalité générale?

* * *

On sait comment le Pape se rendant à la Diète de Tribur où les princes allemands désiraient le faire arbitre de la situation politique, et lui confier, sur le conseil de Mathilde, le sort du roi. Grégoire se mit en route pour l'Allemagne, accompagné de la comtesse, quand il apprit à Mantoue, en janvier 1077, l'arrivée de Henri. La châtelaine de Canossa ouvre au Pape ce refuge, tandis qu'elle s'entremet auprès du Souverain qui, finalement, demanda à être reçu par Grégoire non comme souverain, mais comme pécheur repentant. C'est vaincu par ces instances qu'appuyait la comtesse que le Pape consenti à le recevoir, en janvier 1077.

Le comte de Briey a fait de ces scènes de Canossa un saisissant tableau. On lira surtout « Le récit du Jugement de Dieu ». Le Pape, tenant en main l'Hostie s'adressa au roi en ces termes : « Vous m'avez accusé d'usurpation du Saint-Siège, de simonie, de crimes. Eh bien que le Corps du Christ que je vais recevoir atteste mon innocence... qu'il me fasse mourir à l'instant, si je suis coupable. » Il rompt l'Hostie, en prend la moitié, puis, se tournant vers le prince, le Pontife lui présente l'autre moitié en disant : « Faites, s'il vous plaît, mon fils, ce que vous m'avez vu faire. Les princes allemands vous ont accusé de crimes qui vous rendraient à jamais indigne de la royauté. Faites donc ce que je vous conseille, si vous vous sentez innocent, délivrez l'Eglise de ce scandale, prenez cette moitié de l'Hostie afin que cette preuve de votre innocence ferme la bouche à vos adversaires et me permette de me déclarer votre défenseur. » Saisi de stupeur devant cette proposition inattendue, le roi se troubla, puis recula de quelques pas, et, finalement, pria le Pape d'ajourner l'épreuve pour que ses accusateurs en fussent témoins.

Le lendemain de Canossa démasqua le fourbe. Les princes allemands avaient élu à sa place Rodolphe de Souabe qui fut tué par Godefroid de Bouillon, partisan de l'empereur, et Henri, jetant le masque, fit élire anti-pape Guibert, archevêque de Ravenne. Seule, Mathilde prend alors en mains la cause de l'Eglise. Elle est son unique rempart. Elle lutte pied à pied contre les armées de Henri, successivement assiégée dans Florence, Padoue, Crémone. Elle consacre ses richesses à la défense du Pape, elle fait fondre tous les objets d'or et d'argent de la chapelle de Canossa, les gros lingots partent pour Rome. Dès 1077, elle avait fait donation de ses Etats au Saint-Siège. Que n'a-t-elle pas tenté pour empêcher Henri de pénétrer dans Rome! Hélas, après trois ans de siège, Rome est prise, Guibert proclamé pape sous le nom de Clément III et Henri couronné empereur. C'est la vengeance de Canossa. Dieu n'abandonna pas les siens. Voici Robert de Guiscard à la tête de ses Normands; il met en fuite Henri et le pseudo-Clément et Mathilde donne au Pontife une dernière joie par sa victoire de Sorbara.

Obligé de chercher son salut dans la fuite, Grégoire VII est mort à Salerne, le 25 mai 1085. Le grand athlète qui a soutenu la lutte la plus belle, la plus grandiose de l'histoire pour l'affranchissement de l'Eglise, était apparemment vaincu. « J'ai aimé la justice, j'ai haï l'iniquité, c'est pourquoi je meurs dans l'exil. » Ces *ultima verba* furent sur l'heure redressés par un évêque présent. « Celui à qui le Christ a donné toutes les nations en héritage ne peut nulle part mourir exilé, il est partout chez lui. » En fait, le Pape n'avait perdu que des forteresses de pierre. Par son héroïsme il avait conquis des citadelles autrement imprenables : les cœurs des catholiques du monde entier. Bientôt les papes seront plus forts qu'ils ne l'ont jamais été.

Mathilde lui survit. Elle fait élire un saint moine, Didier, sous le nom de Victor III et elle l'installe à Rome d'où elle a chassé l'antipape.

Elle entreprendra une nouvelle guerre contre l'Empereur, d'abord malheureuse. Mais Henri sera défait devant Canossa, ses fils Conrad et Henri se révolteront contre leur père qui viendra finir misérablement ses jours à Liège, le 1^{er} août 1066.

Il est encore dans cette histoire une heure de ténèbres et de désolation. Henri V qui chasse de race s'est emparé de la personne du pape Pascal II, qui, après soixante jours de captivité, sous la menace de l'épée, a reconnu à l'empereur le droit de conférer l'investiture spirituelle, sous la condition d'élections libres. C'était l'anéantissement par un trait de plume de l'œuvre si chèrement payée par les sacrifices de Grégoire VII et de Mathilde. Mais, devant trois cents évêques, au concile de Latran de 1112, Pascal II rétracte ce serment arraché à la faiblesse d'un vieillard. Et, gra-

duellement, la querelle s'apaisa. La victoire du droit restera à l'Eglise. Mathilde sera proclamée par Henri V vice-reine de Ligurie.

Le comte de Briey a clos son livre par un chapitre écrit d'une plume disert où le lecteur se repose de toutes les agitations qui remplissent le volume par le spectacle d'un beau couchant : les dernières années de Mathilde dans le domaine religieux, intellectuel, artistique, juridique et politique. Le comte lave la Grande Comtesse de toutes les accusations que la haine ou l'ignorance articulèrent contre elle et, lui décernant le plus magnifique éloge, semble ouvrir la voie à la reconnaissance officielle de sa sainteté par l'Eglise.

J. SCHYRGENS.

La Semaine

(Suite de la page 3).

le reste. Partout, l'incertitude et l'angoisse : depuis des mois, il n'est pas un homme en Europe qui ne se sente à la merci de la moindre maladresse ou d'un coup de force imprévu. Et cependant il n'est pas un gouvernement qui ne proclame très haut son culte fidèle pour la paix.

Je ne me charge pas d'ouvrir une enquête sur la sincérité de ces déclarations pacifiques.

Mais tout le problème est là pourtant! Avant 1914, aussi, l'Empire allemand prodiguait les déclarations pacifiques...

Citons encore :

Nous voyons même, pour l'instant, que les nations sont figées dans la terreur d'une guerre possible. Cette psychose collective est un fait : ne pas l'ignorer est la première condition requise de ceux qui voudraient la guérir. A cette guérison, il me semble que doivent se vouer les amis de la paix, et premièrement les disciples du Prince de la Paix. Aussi leur appartient-il de s'assurer de l'attitude spirituelle qu'ils ont à prendre en ce monde travaillé par Satan.

L'Histoire semble parfois s'ingénier à décourager l'esprit de paix le plus confiant : il est peut-être décourageant d'avoir à enregistrer le quasi-échec des efforts pacifiques déployés depuis quinze ans; il est inquiétant de voir une nation entière, prise de délire, se ruer derrière un homme qui a su créer une mystique du désespoir, galvaniser un peuple par la haine et le rendre prêt aux pires folies. Il faut donc s'attendre à tout, puisque la tranquillité du lendemain n'est pas assurée...

— Mais alors quelle est l'opportunité d'affirmer une volonté de paix?

— C'est précisément en ces heures tragiques qu'il faut, dans le calme et la dignité, redoubler de ferveur pour l'œuvre de paix.

Une simple question : cette œuvre de paix, la France peut-elle mieux la servir aujourd'hui, qu'en étant forte matériellement et moralement? Question subsidiaire : cette œuvre de paix n'a-t-elle pas été desservie par certain mouvement pacifiste — dans lequel ont « donné » aussi quelques faux prophètes catholiques — qui n'a RIEN obtenu de l'Allemagne mais a énervé la résistance française? Répétons-le sans cesse : « redoubler de ferveur pour l'œuvre de paix », c'est non point bêler à la paix, mais vouloir contenir la volonté de guerre prussienne.

Poursuivons notre lecture de cet étonnant article :

La défaillance, ce ne serait pas de n'être pas prêt à tout, ce serait de ne plus avoir confiance dans la paix. Le devoir de vigilance ne

se confond pas avec la peur. Et ce serait trahir la paix et notre mission de chrétiens que de ne pas entretenir en nous une volonté de paix à la mesure des pires événements : même sur les champs de bataille, elle ne devrait pas défaillir et nous ne serions pas habités par la haine et l'esprit de guerre.

Oui, disons-le très haut, — car seuls, peut-être, des chrétiens peuvent le dire sans mensonge ni présomption : même s'il nous fallait accepter l'aventure guerrière, nous ne révoquerions pas notre esprit de paix. Parce que nous ne pourrions jamais faire confiance au désordre pour rétablir un ordre plus juste. Nous ne voulons pas « faire la guerre », et si les puissances de ce monde nous y contraignaient, nous nous y soumettrions d'une âme douloureuse mais libre du péché.

De ces élucubrations, détachons cette phrase : *La défaillance, ce ne serait pas de n'être pas prêt à tout, ce serait de ne plus avoir confiance dans la paix!...* Quel sens raisonnable peuvent bien avoir ces mots? Ne pas être prête à repousser une agression allemande ne serait donc pas, pour la France, une défaillance? Avoir confiance dans la paix, qu'est-ce à dire? Est-ce manquer de cette confiance que de conclure des leçons de l'histoire moderne que l'Europe ne connaîtra vraisemblablement pas la paix avant que l'hégémonie prussienne sur les Allemagnes n'ait été brisée? Nous connaissons des esprits éminents qui pensent de la sorte et nous craignons qu'ils n'aient que trop raison...

Saint Thomas d'Aquin était un grand réaliste, comment ne pas regretter de voir des disciples français de ce « docteur du bon sens » faire fi à ce point de la réalité qui les entoure, jusqu'à prêcher EN FRANCE l'esprit de paix! Comme si la France n'avait pas surtout besoin, en ce moment, que tous ses enfants se groupent et s'unissent dans un grand élan national pour intensifier autant que possible la résistance française!

D'ailleurs, notre bon Père, par un heureux illogisme, conclut son article par ces lignes qui justifient tout ce que nous écrivions plus haut :

Je n'invite pas les catholiques à fermer les yeux sur les événements de l'heure; je les invite au contraire à se persuader que rarement l'Histoire a connu des heures aussi menaçantes. Il y a quinze jours à peine, la Paix paraissait ne devoir être sauvée que par une sorte de miracle. Ce miracle nous a peut-être été accordé à Stresa et à Genève, au moins pour un peu de temps. C'est ce miracle encore qu'il faut continuer d'arracher au Père. La Paix est la récompense promise aux hommes de bonne volonté, — promise à ceux qui sauraient la mériter. Si nous essayions de mériter ce miracle, cette Paix?...

Oh! oui! Essayons... Mais en ne négligeant pas les moyens humains, de grâce!...

Galeries BOUCKOMS S.A.

47, Boulevard d'Avroy, 47, LIÈGE

TOUS LES TAPIS

vendue les moins chère de toute la Belgique

Importateur direct de tapis d'ORIENT

Pour le gros : 14, place Saint-Jacques, Liège